

...NÚMERO 25

GILLES BATAILLON

**Guatemala: de l'instauration du terrorisme
d'état au réagencement du pouvoir militaire**

JUNIO 2003



CIDE

www.cide.edu

Abstract

This paper is part of a book dedicated to understand civil wars in Central America. The case presented in this essay shows that in opposition to the facts in Nicaragua and El Salvador at the end of the seventies, in Guatemala the opposition groups were incapable to deal among them a change from above. After decimate the groups constituted by christian democrats, social democrats and unions, the military established a campaign of extermination against the guerrillas. If that campaign in the one hand would be effective, in the other hand would attract international attention for human rights violations. In this situation the military were forced to adopt different democratic mechanisms in order to get political stability.

Resumen

Este ensayo constituye el último capítulo de un libro dedicado al surgimiento de las guerras civiles centroamericanas¹. Contrario a lo ocurrido en Nicaragua y El Salvador a finales de los años setenta, los varios grupos de oposición guatemalteca no llegaron a unificarse para derrocar el régimen militar o para pactar con algunos militares un cambio desde arriba. Después de diezmar la oposición demócrata cristiana, social demócrata y el movimiento sindical, los militares desarrollarán una verdadera campaña de exterminio en contra de las guerrillas y de sus apoyos campesinos e indígenas. Si estas campañas llevarían a una verdadera liquidación de las oposiciones y al silenciamiento de la Iglesia, desatarían al mismo tiempo todo un movimiento internacional por la defensa de los derechos humanos. Frente a las múltiples acusaciones de genocidio, los militares serían paradójicamente obligados a un aggiornamento en el cual retomarían varias propuestas políticas de los que antes tildaban de subversivos por reclamar el respeto de los mecanismos democráticos.

¹ *Violence et politique en Amérique Centrale, essai sur la mise en place des affrontements armés au Nicaragua, au Salvador et au Guatemala*, (por publicarse), Paris, 2003, Les Belles Lettres. El índice de los 5 primeros capítulos se anexa al presente documento.

Introduction

I. - Les Militaires Sur la Défensive (1977-1978)

Les deux dernières années de la présidence du Général Kjell Laugerud vont se caractériser par la fin des velléités d'ouvertures et de réformes qui avaient incontestablement marqué le début de son mandat. Cette volonté d'ajourner *sine die* les réformes annoncées témoigne incontestablement d'une fragilisation du pouvoir militaire. Celui-ci est tout à la fois mis en cause sur le plan international, mais aussi contesté par de multiples mouvements sociaux. Son autorité est de surcroît mise au défi par les premières actions de groupes de guérillas castristes en pleine réorganisation. Il est enfin débordé par les groupes paramilitaires d'extrême droite qui multiplient les exactions à l'encontre de tous ceux qui sont favorables à des réformes démocratiques ou à des transformations révolutionnaires.

A. - Les débuts de l'isolement international.

L'année, 1977 commence par un indéniable revers politico-diplomatique pour le gouvernement. Conformément à ses avertissements, le Département d'État nord américain annonce en avril que sa politique d'aide militaire sera désormais conditionné au respect des Droits de l'Homme et publie un rapport dénonçant de multiples manquements à ce sujet de différents gouvernements latino-américains. À l'instar d'autres régimes militaires mis en cause par ce rapport, les guatémaltèques décident de refuser purement et simplement cette aide. Un tel choix les placent immédiatement dans une situation passablement délicate car les militaires voient contestées leurs prétentions à proclamer la souveraineté du Guatemala sur l'ex Honduras britannique. En effet bien que depuis 1945¹, les autorités guatémaltèques n'aient eu de cesse de déclarer que les traités concédant un territoire à la Grande-Bretagne étaient caducs et qu'en conséquence le Belize était partie intégrante du Guatemala, ce territoire est en passe de devenir indépendant. Les demandes, déposées par les guatémaltèques auprès des instances internationales, ont certes un temps retardé l'indépendance de ce territoire, mais différentes instances internationales se sont prononcées en faveur du droit à l'auto-détermination du Belize. Ainsi en avril 1975 la conférence des États du Commonwealth, réunie en Jamaïque, lui a reconnu ce droit tout comme la

¹ Cf. Lita Hunter Krohn, « Belize ante Mexico y Guatemala » in Francesca Gargallo et Adalberto Santana, *Belize : sus fronteras y su destino*, UNAM, Mexico, 1993.

Conférence des pays non alignés, réunis à Lima en août. L'assemblée générale de l'ONU a fait de même en novembre, bientôt suivie par les chefs d'États de la communauté caribéenne lors de leur réunion de décembre. La position du gouvernement Kjell Laugerud, qui multiplie les déclarations à l'emporte-pièce sur sa souveraineté sur Belize², va encore être fragilisée en 1976. La conférence des pays non alignés se prononce cette fois-ci à l'unanimité sur le droit à l'auto-détermination de Belize. Mieux, le chef d'État panaméen, Omar Torrijos, en pleine négociation avec les assesseurs de Carter sur la rétrocession de la zone du canal à Panama, se fait l'avocat le plus ardent de l'indépendance du Belize. Il n'hésite pas non plus à déclarer qu'il est prêt à prendre la tête d'une coalition militaire pour défendre la souveraineté de ce pays contre toute tentative d'agression du Guatemala³. Et loin d'être isolée en Amérique latine, sa déclaration est rapidement relayée par les propos du nouveau Président du Mexique Lopez Portillo. Celui-ci avertit solennellement « (ses) amis guatémaltèques, que le Mexique considère comme intangible le principe d'auto-détermination des peuples ». Il précise en outre que « Belize a ce droit ». Enfin un peu plus tard en novembre, cette fois-ci à l'assemblée générale de l'ONU, Torrijos reprend fait et cause pour le Belize contre le Guatemala et entraîne derrière lui certains autres pays latino-américains. C'est dire que la situation est passablement compliquée pour le Guatemala où la revendication territoriale sur le Belize est une des pierres de touche du nationalisme des militaires.

C'est dans ce contexte pour le moins défavorable que le gouvernement de Kjell Laugerud va tenter différentes démonstrations de force pour faire entendre ses prétentions sur la scène internationale. Ainsi à la veille d'une série de réunion entre le Belize, la Grande-Bretagne et le Guatemala au siège de l'ONU, ce dernier laisse entendre, qu'une « Marche maya » s'apprête à pénétrer sur le territoire du Belize. Au même moment, les services secrets britanniques font intercepter à la Barbade vingt-six tonnes de matériel militaire acheté en Israël et transporté illégalement par un avion argentin pour le compte des forces armées du Guatemala. Quelques jours plus tard les douanes hollandaises saisissent dans les mêmes circonstances des armes espagnoles destinées là encore aux guatémaltèques. Bien que la Marche maya tourne très rapidement court et que les militaires ne puissent compter sur les armes qu'ils faisaient acheminer, ils n'en continuent pas moins de faire des démonstrations de force. Le 30 juin, « jour de l'armée », le Général Kjell Laugerud et les principaux officiers multiplient les déclarations belliqueuses, ce au cours d'un défilé militaire particulièrement important. Deux jours plus tard lors de son rapport au Congrès, le président demande à la population

² Cf. le témoignage d'Hector Gramajo Morales, *De la guerra a la guerra*, Guatemala, 1995, p.119-120

³ Cité in Roberto Bardini, *Belize historia de una nacion en movimiento*, Editorial Universitaria, Tegucigalpa- Honduras 1978, p.115.

« de se préparer à affronter (des) sacrifices et (des) privations au cas où l'armée devrait agir pour récupérer Belize ». Et le 6 juillet, alors que les négociations commencent à New York au siège de l'ONU, le Ministre de la défense guatémaltèque annonce que l'armée est prête et attend sous les 48 heures l'ordre de marche du Général Kjell Laugerud. Ce délai de réflexion répond à une donnée nouvelle : l'arrivée d'un navire de guerre britannique doté d'armements sophistiqués, donc capable de répliquer à toute tentative d'invasion du territoire belizéen. Et, si les Guatémaltèques dénoncent « cette violation des droits internationaux », ils n'en entament pas moins un processus de négociation avec Belize et la Grande-Bretagne en sachant fort bien qu'il conduira à terme à la proclamation de l'indépendance du Belize.

Par-delà ces péripéties, il convient de souligner combien le gouvernement Laugerud va sortir diminué de cette démonstration de force. En effet ce qui aurait dû ressembler à la « Marche verte » des Marocains sur le Sahara espagnol a tourné court avant même de commencer ; et enfin, l'armée a vu sa très réelle tentative d'envahir le Belize avorter, en raison de l'apparition d'un navire de guerre britannique. Par ailleurs les prétoriens guatémaltèques découvrent non seulement que la fraternité d'arme qui les a lié à Torrijos et au Panama est désormais rompue, mais que le renouveau du populisme révolutionnaire au Mexique met un terme aux relations de bon voisinage qui ont régné à l'époque de Diaz Ordaz et au début de l'ère Echeverría. Cet épisode constitue bel et bien un revers sur le plan intérieur. Car, tant à gauche qu'à droite, les différents secteurs de la population guatémaltèque considèrent que le Belize constitue une enclave coloniale destinée, tôt ou tard, à réintégrer l'espace national. Le fait que les militaires, garants s'il en est de l'intégrité nationale, n'aient pas été à même de contrer la mise en marche du processus d'indépendance de Belize entame à tout le moins leur légitimité.

B. Le renouveau des mouvements sociaux et des actions collectives.

C'est parallèlement à cette crise de la « frontière chaude » que le gouvernement Kjell Laugerud va se trouver aux prises avec un regain d'activité sans précédent des mouvements sociaux et des mouvements révolutionnaires. Les premiers ont mis à profit ses gestes d'ouverture lors de sa prise de fonction. On se souvient que soucieux de se forger une légitimité, suite à son élection frauduleuse, le nouveau Président avait déclaré lors de son discours d'investiture que « les graves problèmes du pays, (...) la pauvreté, la discrimination, l'injustice ne pouvaient attendre ». Il avait ajouté que c'est pour cela qu'il allait lancer « une politique de réforme (...) qui permette l'accès au bien être à ceux qui en étaient exclus sans en déposséder ceux qui y avaient accès ». Il appelait pour ce faire « les secteurs

les plus puissants à s'associer à cette politique et non à la rejeter a priori ; à participer à un processus ordonné et pacifique qui tendrait à éliminer les inégalités excessives ; (et enfin) à appuyer la réalisation des aspirations légitimes des démunis »⁴. Ce discours était bientôt suivi de différentes mesures concrètes : une hausse des salaires des employés du secteur public, un appel aux entrepreneurs à faire le même geste ; une tentative de créer un salaire minimum ; l'octroi de crédits pour les petits agriculteurs, ce pour faciliter la production à bas prix du maïs et du haricot ; l'indexation des prix des produits de première nécessité et parallèlement, la création d'un fonds de solidarité pour la vente à bas prix aux plus pauvres, de certains de ces produits⁵.

Loin de répondre à ces appels, les entrepreneurs s'étaient à la fois félicités publiquement de ces dispositions tout en se refusant à les appliquer concrètement. De plus, les tentatives de leurs employés de négocier collectivement des augmentations de salaires et de créer des organisations syndicales s'étaient toutes vues opposer, à de très rares exceptions, les refus les plus nets ; refus assortis de licenciements systématiques des employés parties-prenantes de ces mouvements revendicatifs. De plus, dans différents cas où la justice tranchait en faveur de leurs employés, les patrons se refusaient purement et simplement à appliquer les décisions de justice qu'il s'agisse d'améliorations salariales, de suspendre des licenciements jugés abusifs ou de la légalisation d'organisations syndicales. Le tremblement de terre de janvier 1976 avait eu pour conséquence immédiate un net durcissement de l'attitude du patronat. Celui-ci arguait de la situation pour refuser toute hausse de salaire, quelles que soient l'inflation et la baisse des salaires réels, et multipliait les licenciements. C'est dans ce contexte que différentes organisations syndicales vont se fédérer en mars 1977 au sein d'un Comité national d'union syndicale (CNUS)⁶.

La formation du CNUS en mars 1976 marque un véritable basculement dans le paysage socio-politique guatémaltèque. Pour la première fois depuis le renversement d'Arbenz, différents mouvements syndicaux se dotent d'une structure fédérative qui devient un interlocuteur incontournable dans toute négociation collective. Le CNUS est en effet à même de s'affirmer comme une manière d'interlocuteur incontournable notamment dans la grève des employés de Coca-Cola, comme dans d'autres conflits du travail tel, celui des travailleurs de la santé. Le CNUS est par ailleurs capable de faire entendre un langage neuf qui combine les revendications les plus classiques pour une meilleure rémunération à celui largement inédit du droit à la libre

⁴ Cité in Asociación de Investigación y Estudios Sociales, Guatemala, *Mas de 100 anos del movimiento obrero de Guatemala*, Tome III, *Reorganizacion, Auge y Desarticulacion del Movimiento Sindical (1954-1982)*, Guatemala, s.d., p.411-412 ; cité dorénavant ASIES, T.III suivi du n° de page.

⁵ ASIES, T.III, p.412-413.

⁶ ASIES, T.III, p.414-434.

association. Toute la subtilité du CNUS est de prendre au mot le texte de la Constitution, comme celui de différentes lois en vigueur et d'en rappeler les termes à ses interlocuteurs, tant au sein du patronat qu'au sein du gouvernement. De même, ses membres n'hésitent-ils pas à rappeler au gouvernement ses appels aux réformes, comme l'impossibilité dans laquelle se trouve le pays de les différer. Cette attitude va valoir au CNUS tout à la fois l'appui des intellectuels de l'Université San Carlos (USAC), comme celui de la conférence des Évêques, qui se mettent au diapason de son discours. Se fait ainsi jour un sens nouveau du droit et de la revendication démocratique. Cette transformation du paysage social n'est pas sans susciter le courroux du Président qui, en juillet, accuse le CNUS de « se prostituer à la politique sectaire (...) et de boycotter la reconstruction nationale »⁷. De leur côté, le PID et le MLN tentent, sans succès en août 1976, de contrer ces appels au respect des droits garantis par la constitution en faisant proclamer l'état de siège au moment du conflit des travailleurs de la santé.

Ces premiers affrontements entre, d'une part la CNUS et toutes une partie des forces de gauche et de l'Église, et d'autre part, le gouvernement et les groupes les plus autoritaires du monde politique guatémaltèque, dessinent tout à la fois un nouvel espace de la conflictualité socio-politique et un type inédit de tensions. Jusqu'alors les opposants aux gouvernements militaires en appelaient au progrès contre la réaction, ou opposaient un style de développement à un autre. Et d'une certaine façon, eux comme les secteurs agro-exportateurs et les militaires partageaient l'idée que les lois ne faisaient que traduire un état des forces en présence. Et personne n'avait jusqu'alors défendu systématiquement l'idée que celles-ci instaurent des droits dont tout un chacun pouvait se prévaloir et exiger le respect. Aussi à en appeler au respect des lois dans un contexte où les États-Unis conditionnent leur aide militaire au respect des droits de l'homme et où une revendication territoriale au fondement du nationalisme militaire est battue en brèche par les institutions internationales, là encore au nom du droit, le CNUS apparaît comme particulièrement subversif. Non seulement ses membres mettent en cause des situations de fait, des conditions de travail iniques et de véritables chasses aux sorcières à l'encontre des syndicalistes, mais ils remettent en cause l'idée que le droit ne soit qu'un accord susceptible de tous les accommodements. Et beaucoup de leurs propositions semblent trouver des appuis au sein de deux entités qui avaient jusqu'alors joué le rôle de pilier de l'ordre social, les États-Unis et l'Église. Et c'est là une autre nouveauté qui ne laisse pas d'être particulièrement inquiétante pour les groupes au pouvoir. Leurs appuis traditionnels semblent non seulement tout d'un coup se dérober ou, pour certains, appeler à des réformes comme au moment du lancement de l'Alliance pour le progrès, mais faire cause commune avec ceux naguère jugés

⁷ ASIES, T.III, p.436-452.

comme subvertissant l'ordre social. En effet, la diplomatie américaine, comme l'Église ne se contentent pas de reconnaître la nécessité de faire place à des acteurs socio-politiques longtemps tenus en lisière, mais usent d'un langage commun avec eux, celui du nécessaire respect du droit existant. C'est dans cette ambiance de tensions nouvelles que toute l'année 1977 et les premiers mois de l'année 1978 vont être marqués par une montée en puissance des mouvements revendicatifs. On assiste ainsi au cours du premier semestre à une succession de grèves tout d'abord dans les banques et les assurances, dans le secteur textile, puis dans la nouvelle zone industrielle d'Amatitlan, et enfin dans la capitale chez les employés de l'Université San Carlos, chez les travailleurs de la municipalité, dans les lycées, et les hôpitaux. Le deuxième semestre sera marqué par les mobilisations étudiantes à l'Université San Carlos, la grève des mineurs de Ixtahuacan (Huehuetenango), celle des travailleurs des certains moulins sucriers et les débuts d'un mouvement revendicatif chez les employés de l'État qui forment un nouveau syndicat. Ces derniers n'hésiteront d'ailleurs pas à lancer une grève à la veille des élections générales de mars 1978.

Cette succession de grèves ne témoigne pas seulement, d'une multiplication du nombre des mouvements revendicatifs, elle participe aussi d'une transformation du contexte socio-politique. Par-delà leur variété et certaines différences intrinsèques, ces mouvements n'en entrent pas moins en résonance les uns avec les autres. La thématique du droit à avoir des droits, comme celle du nécessaire respect des lois par le gouvernement et les puissants s'imposent au moins autant que celle de la lutte contre la vie chère. Et au fil des mois, des acteurs autrefois rivaux et dissemblables telle la Démocratie Chrétienne et le Parti Guatémaltèque du Travail d'obédience communiste, certains prélats et à une partie du monde intellectuel, s'emparent de ces thématiques. Tous ceux-ci se rallient peu ou prou à l'idée que la voix de la raison prévaudra et que tôt ou tard, le gouvernement accédera à l'idée qu'il ne peut différer plus longtemps la reconnaissance de droits garantis par la constitution et les lois en vigueur.

Ce registre de l'action collective s'inscrit néanmoins parfois dans le même espace socio-politique que certaines actions des organisations de la guérilla, plus spécifiquement de l'Armée de guérilla des pauvres (EGP). Cette dernière n'hésite pas à intervenir dans les conflits sociaux pour appuyer « les justes luttes des travailleurs ». C'est ainsi qu'en mars 1977, lors d'un conflit entre les ouvriers de l'entreprise Helenoplast et leurs patrons, « face à l'attitude insolente et répressive » de ceux-ci, elle incendie le véhicule de l'un d'eux ce dans sa propriété. De même à la fin de l'année, après que les grévistes d'une entreprise sucrière aient dénoncé nommément l'intransigeance d'un des propriétaires gérants, Herrera Ibarguen, par ailleurs proche du MLN et ancien ministre de l'intérieur du gouvernement de Arana Osorio, celui-ci est enlevé par un groupe de guérilleros. Cette fois-ci, l'action n'est nullement approuvée

par les grévistes qui déclarent que « ce genre d'actions... ne sont pas les plus indiquées » et exhortent les auteurs de ce rapt à « respecter l'intégrité physique (de leur victime), et à lui rendre sa liberté »⁸. Il est aussi des cas, où certains secteurs des syndicats séquestrent leurs employeurs. Ainsi lors du conflit entre le personnel de service de la USACet le Conseil supérieur de l'université (mars 1977), le recteur et d'autres membres du Conseil seront brièvement pris en otage et la voiture de l'un d'entre-eux sera volontairement endommagée. Là encore, il est à noter que ces actions seront immédiatement dénoncées à la fois comme « une violation des droits de l'homme » et « une action punissable »⁹ par l'ensemble du Conseil supérieur de l'université. Reste que dès cette époque les secteurs de la gauche proche des secteurs foquistes des guérillas ne dissimulent pas que les luttes légales ne sont au mieux qu'une manière d'accumuler des forces pour la Révolution et une façon d'obliger les représentants de l'État à jeter bas le masque et, ce faisant, à laisser transparaître leur vraie nature. Du coup vu les multiples liens qui existent entre une mouvance d'inspiration castriste et une autre d'inspiration démocrate, leurs adversaires ont beau jeu de faire l'amalgame entre les deux, même si bon nombre de réformistes s'opposent à ces actions qu'ils jugent comme autant de provocations.

Cette capacité nouvelle d'en appeler à des droits fondamentaux garantis par la constitution et les lois en vigueur donne une audace peu commune aux différents mouvements revendicatifs, audace perceptible tant dans le ton des réponses du CNUS aux accusations du gouvernement, que dans les communiqués de l'université San Carlos. Rien ne témoigne mieux de ce nouvel état d'esprit que l'annonce faite par le CNUS de l'existence d'une « menace fasciste au Guatemala » qui prend la forme « d'un plan anti-populaire et anti-syndical »¹⁰. Nul doute que la menace n'est rien à voir avec la création d'un état totalitaire de type mussolinien, et que de ce point de vue, l'adjectif fasciste soit éminemment discutable ; reste que se profile bel et bien une terreur d'extrême droite qui vise tous ceux qui entendent remettre en cause le *statu quo ante*, c'est-à-dire des relations sociales qui témoignent de représentations tout à la fois hiérarchiques et autoritaires et pour une part matinée de racisme anti-indien. Le CNUS dénonce, preuves à l'appui, la présence de sicaires armés recrutés par les entrepreneurs qui menacent de mort les employés soupçonnés de menées revendicatives, ou encore, la collusion entre les forces de police, l'armée et le patronat. Ce faisant elle rappelle que dès l'année précédente des personnalités de gauche ont échappé de justesse à des attentats, tel Manuel Colom Argueta ou le recteur de l'Université San Carlos, ce qui a motivé la création d'un Front national contre la répression. Elle rappelle aussi que plusieurs syndicalistes de Coca-Cola ont

⁸ ASIES, T.III, p.582-530.

⁹ ASIES, T.III, p.462-463.

¹⁰ ASIES, T.III, p.482-490.

été enlevés puis assassinés en février 1977 et que deux des assesseurs légaux de ce syndicat, Marta Gloria et Enrique Torres ont été tués par l'Armée secrète anticommuniste (ESA) un mois après. Les événements des jours suivants ne vont pas tarder à leur donner raison. Le 8 juin, l'avocat des syndicats, autrefois directeur de la faculté de droit de la San Carlos, Mario Lopez Larrave, l'homme auquel le CNUS doit son nom, en souvenir de la coordination du même nom fondé dans les premières années de la présidence Arevalo, est abattu au sortir de chez lui.

Les réactions du gouvernement aux dénonciations de l'Association des étudiants universitaires (AEU) qui l'accusent d'être responsable de ce crime sont emblématiques de sa situation de faiblesse. Celui-ci joue l'amalgame, et stigmatise les membres de l'AEU comme les proches du CNUS d'être autant d'agents de la Grande-Bretagne, du Premier ministre de Belize-George Price, qui « en accointance avec les régimes cubains et panaméens, ont mis en oeuvre des menées subversives et terroristes, et (ont promu) l'agitation dans la Capitale et dans d'autres localités du pays ». Et de préciser que « de telles actions comprennent à la fois des grèves étudiantes et ouvrières, comme dans les services publics ; l'incendies de véhicules, de stations d'essence et d'établissements commerciaux et industriels ; des assassinats et des attentats contre des entrepreneurs, des fonctionnaires, des responsables civils et militaires ». Et de conclure que le but de telles menées est de créer une crise de telle sorte que « le gouvernement soit obligé de soustraire des effectifs militaires, affaiblissant la capacité offensive de l'Armée dans les zones limitrophes du Belize »¹¹.

C'est peu de temps après ces déclarations que le gouvernement doit faire face à de tres importantes mobilisations des étudiants de l'Université San Carlos qui protestent contre l'enlèvement de deux étudiants proches des guérillas, Leonel Caballeros et Robin Garcia, et de trois syndicalistes. Après que l'on ait retrouvé le corps atrocement assassiné de Leonel Caballeros les étudiants se mobilisent aux cris de « nous voulons Robin vivant », tandis que les proches membres de sa famille se lancent dans une grève de la faim. Ces mobilisations n'empêcheront pas l'assassinat de ce dernier, mais vont amener le gouvernement à déclarer que les syndicalistes « disparus » sont entre les mains de la police et les fait déférer à la justice. Comme nombre d'autres de personnes enlevées par les groupes para-militaires, les corps de Caballeros et Garcia portent des traces de tortures et un communiqué de l'Armée secrète anticommuniste revendique leurs assassinats. L'émotion est d'ailleurs telle, que le gouvernement déclare qu'il fera la lumière sur ces assassinats et qu'il traduira les responsables de ceux-ci en justice.

¹¹ Cf. la reproduction du communiqué de la Présidence guatémaltèque in Roberto Bardini, *Belice historia de una nacion en movimiento*, Editorial Universitaria, Tegucigalpa- Honduras 1978, p.186-189.

C. - Des démonstrations de force aux élections.

Ce qu'il convient de noter c'est comment jusqu'aux élections de mars 1978 le Guatemala est le théâtre de démonstrations de force des multiples groupes socio-politiques en présence face à un gouvernement chaque jour plus impuissant et discrédité, tant face aux opposants démocrates chrétiens et de la gauche réformiste, que face aux guérilleros que pour finir face aux « faucons » de l'appareil militaire et aux secteurs agro-exportateurs.

La gauche réformiste, tant politique que syndicale, va multiplier les manifestations tout en en ayant soin de « ne pas provoquer la répression »¹². Ses buts sont en effet de peu à peu amener le gouvernement à respecter les lois existantes, ce à tous les niveaux, tant dans le domaine de la législation du travail et dans celui relatif aux droits de l'homme, que dans celui de la législation électorale. Son pari est de parvenir à ce changement moyennant des manifestations qui soient à la fois des démonstrations de force du fait du nombre des participants, mais qui soient indiscutablement des actions pacifiques soucieuses de ne pas répondre aux provocations des tenants du statu-quo. La marche des mineurs de San Idelfonso de Ixtahuacan dans le Huehuetenango jusqu'à la capitale en novembre 1977 représente l'acmé de cette stratégie politique. La marche est au départ lancée par les mineurs et leurs familles qui protestent contre la fermeture de la mine et la répression patronale à l'encontre des syndicalistes. Cette marche de plus de 300 km baptisée par ses organisateurs « marche de la dignité », sera le moment de multiples démonstrations de solidarités des communautés paysannes comme des lycéens, des employés ou des ouvriers des localités situées sur son trajet. Les marcheurs feront de plus jonction avec les grévistes d'une entreprise sucrière qui appartient à la famille d'un ancien Ministre de l'intérieur¹³. La marche, donne aussi lieu à des confrontations pacifiques qui tournent à l'avantage des mineurs quand la police entend leur fermer l'accès à certaines villes. De même le gouvernement va-t-il faire différentes offres de médiation en demandant en contre-partie la suspension de la marche de telle sorte que celle-ci n'atteigne pas le palais présidentiel comme l'ont prévu ses organisateurs. Pourtant, malgré les mises en garde du gouvernement qui dénonce « un plan subversif destiné à interrompre le processus électoral », les manifestants qui se définissent comme les « ambassadeurs de la pauvreté et de l'humiliation » font jonction avec des travailleurs des plantations de la côte sud du pays et font culminer leur marche par une réunion en plein air dans la capitale. Et contrairement aux attentes du gouvernement, quelque 100 000 personnes participent dans le plus grand calme à l'événement. Au

¹² Cf. Virgilio Alvarez Aragon, *Conventos, Aulas y Trincheras*, Flacso, Guatemala, 2002, Vol II, p.155-157.

¹³ Cf. plus haut.

lendemain de cette concentration, les tribunaux trancheront en faveur des mineurs et, malgré ses tentatives de se dérober, l'entreprise sera obligée de se plier à ces injonctions légales¹⁴. Parallèlement à cette mobilisation, les employés de l'État, postiers, maîtres d'écoles, personnel administratif, infirmiers et médecins, vont former, pour la première fois depuis le renversement d'Arbenz, un syndicat unique. Cette nouvelle Centrale des employés et des travailleurs de l'État (CETE) va se lancer dans des négociations pour obtenir des revalorisations salariales n'hésitant pas à lancer un mouvement de grève qui paralyse le pays, ce à la veille des élections. Reste à noter que ce syndicat va absolument tenir à faire cavalier seul. Il ne s'affilie pas à la CNUS et refuse son soutien comme il refuse celui des partis de toutes obédiences. Enfin là encore à la veille des élections, le gouvernement sera confronté à une vague de grèves d'une semaine ; vague de grèves qui le mettent dans une situation particulièrement critique. Le mouvement revendicatif des ouvriers boulangers prive la capitale de pain plusieurs jours, tandis que les ouvriers employés à la construction du barrage d'Aguacapa se mettent en grève, marchent jusqu'à la capitale et tiennent un meeting permanent sur la place principale de la ville face au Palais présidentiel, meeting où ils sont rejoints par une manifestation de la CNUS. Toutes ces actions ont ceci de radicalement intolérable pour le gouvernement et les partis de droite et d'extrême droite, que le seul aggiornamento que réclame leurs auteurs et le simple respect de principes, ceux de la démocratie, auxquels prétendent souscrire ces partis au nom de la lutte anti-communiste.

Face à cette stratégie, faite d'un mélange de gradualisme et de strict respect des lois en vigueur, qui est tout à la fois celle des mouvements sociaux comme de la Démocratie chrétienne, du Front uni révolutionnaire ou du Parti révolutionnaire authentique, les groupes de gauches plus ou moins directement liés aux guérillas et les guérillas elles-mêmes en appellent au contraire à la confrontation directe avec le gouvernement. Les groupes d'étudiants dont étaient issus Caballeros et Mayro Garcia mettent en avant le slogan suivant, « On ne dialogue pas avec l'ennemi, on le combat », et en appellent aux formes de luttes les plus violentes comme les attentats, les enlèvements ou les occupations armées. Parallèlement certains groupes de syndicalistes paysans, qui formeront bientôt le Comité d'union paysanne (CUC), certains mouvements urbains, telle la Coordination des *Pobladores*, commencent à défiler à part dans des manifestations dites unitaires telles celles commémorant la révolution d'Octobre. Et comme on l'a vu l'EGP n'hésite pas à agir en « avant-garde armée » et auto proclamée dans certains conflits du travail. Toutes choses qui ne sont pas sans commencer à entraîner des débats houleux, dans la mouvance de gauche, sans que pour autant se

¹⁴ ASIES, T.III, p.473-482.

dessine un clivage affirmé entre partisans d'une rupture révolutionnaire, articulée à une insurrection armée, et adeptes de changements graduels et négociés.

De leur côté les groupes para-militaire, telle l'Armée secrète anti-communiste (ESA), qui sont le plus souvent des militaires et des policiers qui agissent sur les ordres conjoints de leur hiérarchie ou en accointance avec les politiciens du MLN et du PID, et avec le patronat, multiplient les actes de terreurs à l'encontre de tous ceux soupçonnés de quelconques aménagements à « l'ordre existant ». Ainsi alors que le nombre des tués et des disparus imputable aux membres de l'ESA, ou à d'autres groupes paramilitaires d'extrême droite, était de quelque 60 personnes en 1975, il passe à plus de 100 en 1976 et à plus de 200 en 1977. Pis, sur les 227 cadavres découverts cette année, seuls cinquante sont identifiables, les autres ont été tellement torturés qu'ils ne le sont plus. Et si le gouvernement de Kjell Laugerud n'est pas l'instigateur direct de la plupart de ces assassinats, il ne fait cependant rien pour y mettre fin, mais joue au contraire de ces actes pour tenter de faire reculer les revendications des secteurs syndicaux les plus mobilisés.

D. -Les élections de mars 1978¹⁵.

Les élections générales du 5 mars 1978, ne sont pas seulement marquées par une atmosphère de montée des exactions des para-militaires et de multiples conflits sociaux, mais témoignent de nouveaux enjeux. Les différents groupes liés aux guérillas en appellent à la lutte armée et s'affirment partisans d'une abstention « révolutionnaire » ou d'un vote blanc ou nul. Pour la Démocratie chrétienne comme pour les groupes de gauche qui avaient appuyé la candidature de Rios Montt en 1974, ces élections sont considérées comme le « moment de vérité ». En effet tous, tant les politiques que les têtes de file d'organisation syndicales ou les intellectuels ont fait le pari qu'à faire la preuve de leur capacité à rassembler pacifiquement les secteurs populaires en lutte pour le respect de droits garantis par la constitution les militaires au pouvoir finiraient par accepter cette nouvelle donne. C'est en ce sens que tout en dénonçant les assassinats des syndicalistes ou des intellectuels et des étudiants liés à la gauche ou à l'extrême gauche, ils sont loin d'axer leur campagne sur cette thématique. Ceux-ci paraissent presque un prix inévitable à payer pour se faire entendre des militaires. Une telle stratégie s'inscrit à l'évidence dans les mœurs politiques centraméricaines les plus classiques, le système des « concurrents pour le pouvoir »¹⁶. Cette frange du monde

¹⁵ Les meilleures descriptions de ce moment des élections sont celles Virgilio Alvarez Aragon, *Conventos, Aulas y Trincheras*, Flacso, Guatemala, 2002, Vol II, p.176-181 et celle plus brève contenue dans ASIES, T.III, p.504-505.

¹⁶ Cf. chapitre 1 et 2 du présent ouvrage, p.

politique n'entend pas exiger *stricto sensu* le respect du suffrage, elle espère que son sens du compromis allié au nouvel air du temps international convaincront les militaires qu'ils doivent faire place à certaines demandes des secteurs populaires. Ils espèrent aussi les persuader que le personnel politique démocrate-chrétien en accord avec eux seront les plus à même de réaliser ces aménagements. C'est partant de ce constat que la DCG considère qu'elle ne saurait présenter un autre candidat à la Présidence qu'un militaire mais que celui-ci se doit d'être plus accommodant et moins « radical » que ne l'était le Général Rios Montt. Elle choisit donc le Général Ricardo Perez Mendez, neveu de l'ex-Président Peralta Azurdia (1963-1966) qui, devenu Général, est lui-même le candidat du Mouvement de Libération Nationale (MLN). Le candidat à la vice-Présidence est René Leon de Schloter, l'un des fondateurs de la DC. À la différence de ce qui s'était passé quatre ans auparavant, ce point de vue et la stratégie qu'elle implique sont loin de rallier l'ensemble de la gauche. Seul Alberto Fuentes Mohr, le chef de file du Parti révolutionnaire authentique, appuie cette formule. Toute une partie de la gauche refuse de s'impliquer dans la campagne persuadée que de toute façon les élections seront truquées, que la situation est bloquée, et ce sans pour autant croire que la création d'une société plus juste passe l'adoption de la stratégie prônée par les guérillas.

Raisonnant à l'identique que les démocrate-chrétiens, certains membres du Parti révolutionnaire mettent sur pied une alliance, le Front Ample, avec le parti de l'establishment militaire, le Parti Institutionnel Démocratique. Francisco Villagram Kramer devient ainsi le colistier du Général Romeo Lucas Garcia. Cette alliance reçoit presque logiquement l'appui d'un ténor du Front uni révolutionnaire (FUR), Manuel Colom Argueta, l'ancien maire de la capitale qui, comme le candidat à la vice-présidence, considère que c'est là, la meilleure manière de se faire entendre des militaires et de peser en faveur de différentes réformes des pratiques politiques et sociales. À la différence de la première coalition montée par la DCG, ou les civils entendent jouer un rôle de premier plan aux cotes des militaires, le Front ample place les civils réformistes en position subordonnée face aux militaires. Ce Front apparaît dès le départ comme l'impossible synthèse de deux tentatives pour le moins contradictoire. Les civils issus des rangs des partis réformistes croient qu'une tentative de remise en selle des ouvertures lancées par le général Kjell Laugerud au début de son mandat est possible ; tandis que les militaires du PID s'essayaient à une préservation du statu quo sans pour autant se rallier aux thèses ouvertement contre-révolutionnaires du MLN.

Le MLN, dont les têtes de file sont de toute évidence liés aux exactions des différents groupes para-militaires et qui ont l'oreille des « durs » au sein de l'armée, prône très ouvertement la mise sous le boisseau de la plupart des libertés garanties par la constitution, ce grâce à la proclamation de l'état de siège en cas de conflits sociaux. De même ce parti entend-il subordonner la

justice, tout comme les libertés individuelles aux impératifs de ce que ses membres nomment la « défense contre la subversion communiste » et les « impératifs de l'économie ». Présentant comme candidat un ancien président, le Général Peralta Azurdia, qui fait figure d'homme à la fois implacable et intègre, le MLN se lance dans une campagne tonitruante en faveur de la remise en ordre, en appelant très ouvertement aux manières fortes, *la mano dura*. La campagne est d'autant plus agressive et brutale que les membres du MLN sont persuadés qu'ils feront ainsi le plein de voix ; et que, vu leurs propos, les militaires seront obligés de respecter les résultats du scrutin ou de les proclamer vainqueurs si, d'aventure, ils n'occupaient pas la première place. La propagande électorale de ce parti est d'ailleurs d'une telle virulence que le candidat du PID, ministre de l'intérieur de Laugerud, le Général Lucas qui fit pourtant montre de la plus grande tolérance face aux crimes des escadrons de la mort, en vient à faire figure de modéré, si ce n'est de partisan d'une relative ouverture.

Les résultats électoraux témoignent de l'apparition d'un nouveau rapport de force. L'idée que des forces réformistes, fortes d'une première place aux élections, puissent amener les militaires à une politique d'ouverture semble avoir fait long feu. À l'inverse de ce que l'on avait vu aux élections précédentes, l'abstention progresse, ce particulièrement aux dépens de la gauche et de la DCG. Le nombre total des participants au scrutin est en effet en baisse absolue par rapport à 1974 ; 36 % des inscrits s'abstiennent et si l'on prend en compte le nombre potentiel d'électeurs, inscrits et non inscrits, on découvre que plus de 60% d'entre-eux ont fait le choix de ne pas voter. De plus tout laisse penser que les vainqueurs du scrutin sont cette fois-ci les partisans du MLN et que c'est à leurs dépens que les militaires du PID et leurs alliés civils vont frauder les élections en proclamant vainqueurs les candidats du Front ample (F.A.). Cependant la poussée de l'extrême droite est telle que si le F.A. s'octroie 34 sièges de député, il est obligé d'en concéder 20 au MLN, tandis qu'il n'en accorde que 7 aux candidats des listes du PDC¹⁷. L'abstention massive comme la nécessité de pratiquer la fraude pour contrer l'extrême droite donne une idée du retournement de conjoncture qui s'est opéré en quatre ans. Kjell Laugerud et le PID volaient leur victoire à une coalition réformiste et se devaient de pratiquer une politique d'ouverture pour retrouver un semblant de légitimité dans le système des concurrents pour le pouvoir. C'est maintenant l'inverse, Romeo Lucas s'impose à l'encontre du MLN et des « durs » des forces armées. Aussi quels que soient les désirs de réformes de Francisco Villagran Kramer ou de Alberto Fuentes Mohr, ceux-ci sont confrontés dès le lendemain des élections à la montée en puissance des pratiques terroristes des forces armées et des groupes para-militaires.

¹⁷ ASIES, T.III, p.504-505.

II Mouvements sociaux, terreur et Insurrection manquée (1978-1982).

A) L'ouverture des hostilités et la marche à la terreur.

Si dès sa prise de fonction, le 1^{er} juillet 1978, le nouveau président de la République Romeo Lucas Garcia appelle à une reprise du dialogue, l'issue de celui-ci paraît à tout le moins problématique. En effet, les quelques mois qui ont suivi les élections et ont précédé la passation des pouvoirs d'un gouvernement à l'autre se sont caractérisés à la fois par un virage à gauche de toute une partie du mouvement syndical et des épisodes de terreur sans précédent. La CNT centrale syndicale d'obédience démocrate-chrétienne, liée à la Confédération Latino-Américaine du Travail (CLAT), qui joue un rôle non négligeable dans l'union de syndicats qu'est la CNUS a été le théâtre d'affrontements stridents entre socio-chrétiens et militants issus des groupuscules marxistes léninistes, proches ou directement membres des groupes de guérillas. Partisans de dépasser « l'économicisme spontané » de la classe ouvrière grâce à « l'introduction du dehors des idées prolétariennes » par « des éléments conscients », ces derniers obtiennent la réalisation d'un congrès extraordinaire. Ce congrès consacre la scission avec les sociaux-chrétiens accusés de faire « le jeu de la division », tandis que leur dirigeant est dénoncé comme un membre de la CIA¹⁸. L'affaire qui fait les gros titres des journaux pendant quelques semaines n'est nullement anecdotique. Elle témoigne de deux phénomènes qui vont aller *crescendo* tout au long des quatre années de la présidence Lucas. On assiste d'une part à une division croissante entre les diverses tendances de l'opposition, ce aussi bien entre les secteurs réformistes et les secteurs révolutionnaires d'inspiration castriste, qu'entre les révolutionnaires eux-mêmes. Par ailleurs, les différents groupes révolutionnaires paraissent tous en proie à un sectarisme qui fera le lit des pires aveuglements sur les réalités de la situation politico-militaire. Cette division et ce sectarisme ne sont nullement propres aux syndicats ouvriers ou paysans, il est aussi à l'œuvre dans le monde étudiant tout particulièrement à l'université San Carlos où la création du Front étudiant Robin Garcia (FERG) en mars est là aussi la preuve de tensions croissantes entre les réformistes de l'Association des étudiants universitaires (AEU) et ceux pour lesquels le changement nécessaire et désirable passe par l'action armée. Ces tensions ont d'ailleurs ceci de paradoxales qu'elles s'accompagnent d'une capacité à coexister dans les mêmes espaces et à se fréquenter sur un plan personnel. Ainsi la délégation étudiante qui se rendra en août au Congrès mondial de la jeunesse à Cuba sera composée de membres du FERG et de l'AEU, qui les uns comme les autres ne tariront pas d'éloge sur l'île de la révolution.

¹⁸ Id p.538-539.

L'autre élément qui ne contribue pas peu à redéfinir le paysage politique est la tuerie perpétrée par les forces armées à l'encontre d'une manifestation paysanne à Panzos dans le Quiché. Le 29 mai 1978, après différentes menaces des grands propriétaires fonciers en litige avec des agriculteurs kekchis, une délégation de ceux-ci se rend à Panzos, pour demander au maire et aux autorités municipales de bien vouloir intercéder en leur faveur afin que cessent ces menaces et que soient reconnus leurs droits sur les terres qu'ils exploitent après les avoir défrichées. Les manifestants sont accompagnés de nombre de femmes et d'enfants et s'ils arborent leurs *machetes* et des bâtons, aucun n'a d'arme à feu. La place centrale du village est occupée par des militaires armés de fusils d'assaut, certains sont en factions devant la mairie, d'autres sont postés sur les toits de la mairie et de l'Église. Suite à une échauffourée entre l'une des dirigeantes de la manifestation et un soldat, la troupe ouvre le feu sur les manifestants. Si différents soldats sont blessés à l'arme blanche, on relève 34 tués parmi les manifestants tandis que d'autres sont grièvement blessés et prennent la fuite. L'armée occupe immédiatement le village, ferme l'accès à la place et enterre dans une fosse commune 34 cadavres de manifestants restés sur place. Les autorités municipales obligent le lendemain certains villageois à enterrer les manifestants qui, recueillis dans le poste de secours municipal, sont morts des suites de leurs blessures. Et c'est au total 53 manifestants qui perdent la vie du fait de cet affrontement, 47 qui sont grièvement blessés tandis que le plus grande partie des villageois s'enfuient terrorisée et se réfugient dans les collines avoisinantes où ils demeurent plusieurs jours durant. Sitôt connue par la presse, l'affaire fait grand bruit. Elle fait la une de la presse nationale et internationale des jours durant, et donne lieu le 1^{er} juin à une manifestation de protestation des étudiants de l'AEU. Parallèlement des religieux du Diocèse de la Verapaz publie un communiqué confirmant la version des paysans ayant échappé au massacre. Face à cela le gouvernement déclare sans sourciller qu'il s'agit « d'un plan subversif appuyé par Fidel Castro... que les véritables responsables des événements de Panzos ... sont ceux qui ont endoctrinés les paysans et les ont poussé à envahir des terres et à attaquer une sentinelle ». Et de conclure que l'armée a agi en état de légitime défense¹⁹.

Cette tuerie que le nouveau gouvernement avalise sans plus de procès ne va pas peu peser sur le cours des événements. Ce n'est certes pas la première fois que les militaires s'interposent au profit des *finqueros* qui s'emparent sans vergogne aucune des terres d'agriculteurs minifundistes, ce n'est pas non plus la première fois qu'ils se livrent à des meurtres à l'encontre de paysans indiens ou métis soupçonnés d'être des proches de la guérilla. La nouveauté

¹⁹ Cf. Id p.519-524, Virgilio Alvarez Aragon, *Conventos, Aulas y Trincheras*, Flacso, Guatemala, 2002, Vol II, p.197-200 et *Guatemala Memoria del Silencio*, Informe de la Comision de Esclarecimiento Historico, T.VI, p.13 à 23, Guatemala, 1999.

tient au nombre des victimes, au fait que la tuerie se soit réalisée en plein jour et qu'elle soit pleinement assumée par le Chef de l'État qui est en même temps le chef des Forces armées, qui parle contre toute évidence d'une attaque contre le détachement militaire cantonné à Panzos. Jusqu'alors les responsables gouvernementaux et l'armée, même si sa hiérarchie et ses membres étaient de toute évidence à l'origine de nombreux assassinats de multiples activistes progressistes, avaient toujours eu soin de camoufler leur participation à de tels actes. Ils étaient le fait d'homme en « civil » et non en uniforme, ils étaient revendiqués par des organisations secrètes tels l'ESA, l'armée secrète anticommuniste. Tout était fait pour que l'on ne puisse établir un lien direct entre les tueurs et les responsables des Forces de l'ordre. Mieux dans certains cas particulièrement scandaleux, tel l'enlèvement et l'assassinat après torture de Robin Garcia, le gouvernement Laugerud avait dit sa volonté de faire la lumière sur cette affaire et de châtier les coupables. Ici au contraire il avalise les faits en donnant crédit à une version particulièrement peu plausible. Comment croire que tout au plus deux cents paysans accompagnés de femmes et d'enfants, certes armés de *machetes* et de gourdins, aient eu la folie d'attaquer un détachement militaire ! Le mensonge a tout d'un aval donné aux militaires et aux *finqueros* pour combattre par tous les moyens les revendications d'agriculteurs ; lesquels demandent le plus souvent le simple respect de la loi de transformation agraire qui leur a accordé des parcelles qu'ils ont mises en culture et dont on entend les déposséder. Le fait s'explique pour une part par des motifs tout à fait prosaïques ; nombre d'officiers supérieurs sont soit liés au *finqueros*, soit veulent eux-mêmes s'accaparer ces terres. Il y a là de toute évidence une montée d'un cran dans les exactions à l'encontre des secteurs populaires. L'événement apporte de surcroît des arguments à ceux qui tant au vu des exactions croissantes des hommes de main du patronat et des forces de l'ordre, soit en raison de leur condamnation a priori du réformisme, ne croient plus en la possibilité de réformes politico-sociales négociées entre les différents acteurs sociaux et politiques. Les derniers jours de la Présidence Laugerud vont être le moment d'un meurtre qui marque lui aussi une incontestable montée dans la terreur à l'encontre des opposants aux militaires. Le 30 juin 1987 un prêtre, Hermogenes Lopez Cuarchita qui dénonce le recrutement forcé de jeunes indiens par l'armée est abattu sans autre forme de procès. La nouveauté tient au statut de la victime, jamais jusqu'alors les groupes para-militaires n'avaient commis de meurtre à l'encontre d'un membre de l'Église. C'est dans ce contexte que vont s'affirmer chaque jour plus clairement la volonté des guérillas d'imposer leur hégémonie sur les différents mouvements d'opposition et parallèlement celle des autorités militaires de faire usage d'un véritable terrorisme d'État pour anéantir toute velléité d'action de ceux qui entendent remettre en cause le statu quo socio-politique.

B) Terrorisme d'État, surenchère révolutionnaire et élimination des forces réformistes.

Quels que soient les appels à la reprise du dialogue lancé par le vice-Président Villagran Kramer le déroulement des événements laisse transparaître la mise en place d'un véritable terrorisme d'État. Nul doute que beaucoup de syndicalistes, d'intellectuels de la USAC, de militants démocrates-chrétiens ou socio-démocrates, ne soient partisans de la reprise du dialogue et d'un élargissement négocié du système des concurrents pour le pouvoir. Ceux-ci vont néanmoins être réduits au silence de deux façons. Ils sont, pour une part, les victimes privilégiées d'une terreur commanditée par les responsables des Forces armées et le plus gros des chefs d'entreprises. Ils sont par ailleurs évincés de bon nombre d'organisations syndicales du fait du travail de noyautage des proches des guérillas.

Aussi les dires de Villagran Kramer, comme le refus officiel du Front ample de se rallier aux thèses du MLN qui propose un « Front contre la subversion » paraissent d'emblée peu crédibles. Même si le gouvernement dénonce cette option car elle tend à « fomenter encore plus de violence », le nouveau Président de la République, Benedicto Lucas Garcia, n'en maintient pas moins en place le Général à la tête de *Gobernacion*²⁰, sous Kjell Laugerud. Et c'est peu dire qu'une telle continuité apparaît comme une assurance donnée aux responsables des exactions des escadrons de la mort, comme aux responsables militaires de la tuerie de Panzos. Quelques jours après l'entrée en fonction du nouveau gouvernement un syndicaliste de la CNT qui a joué un rôle de premier plan dans l'organisation de la marche des mineurs d'Ixtahuacan, Mario Mujia Cordova, est assassiné au sortir de chez lui. Peu après des syndicalistes qui distribuent des tracts dénonçant cet assassinat sont arrêtés pour trouble sur la voie publique et une manifestation demandant leur libération est violemment réprimée par la police. La nouveauté ne tient pas tellement aux faits eux-même qu'aux arguments légaux employé par le gouvernement. Celui-ci a en effet remis en usage une disposition légale instituée sous le gouvernement de Ubico (1932), obligeant tout groupe organisant une manifestation ou une concentration à solliciter une autorisation au préalable, disposition qui contredit la constitution en vigueur qui garantit le droit de manifester. Et c'est sans succès qu'un député social démocrate, Alberto Fuentes Mohr, tente de faire abroger ce décret présidentiel par le Congrès. Les grèves et les mouvements de protestations contre la hausse du prix des transports dans la capitale vont là encore donner la preuve du tournant pris par le gouvernement. Devant l'ampleur des protestations suscitées par cette hausse du prix des transports, la CNUS et la

²⁰ L'équivalent du Ministère de l'Intérieur.

CETE sont pour la première fois au coude à coude dans les protestations, tandis que différents groupes d'activistes étudiants s'affrontent aux forces de l'ordre, le gouvernement va faire quelques concessions et revenir sur sa décision. Mais ces concessions seront de courte durée et auront pour contrepartie le déclenchement de véritables opérations de terreur dans la capitale. Une semaine plus tard, le responsable très en vue de l'Association d'étudiants universitaire (AEU), Oliverio Castaneda de Leon, est assassiné devant des centaines de témoins au sortir d'une cérémonie de commémoration de la révolution d'octobre²¹. Parallèlement pas moins de 8 syndicalistes sont blessés généralement mortellement, ou enlevés par des hommes en civils, d'autres sont même mitraillés mortellement depuis des voitures de police ! La situation est telle que beaucoup de responsables syndicaux ou d'avocats du travail partent en exil. Enfin le Gouvernement ne tarde pas à décréter que le CETE qui était en pourparler pour obtenir un statut d'association légale est hors la loi²². De juillet à décembre, ce sont ainsi quelque 500 personnes qui sont enlevées, torturées ou assassinées par les « escadrons de la mort » ou directement par des policiers ou des militaires. Si cette répression avait jusque-là visé pèle mêle des syndicalistes ouvriers, paysans et universitaires, des militants politiques des différents courants de gauche ou démocrate chrétien, elle commence aussi à viser des réformistes en vue comme Castaneda. Dès les premiers mois de 1979, cette répression marque clairement la volonté de fermer la porte à toute négociation avec les partisans de l'ouverture à laquelle a appelé le Vice Président. Elle va en effet frapper des hommes politiques reconnus qui sont autant de relèves possibles. Le 24 janvier, Alberto Fuentes Mohr est tué, et deux mois plus tard, le 22 mars, c'est le tour du dirigeant du FUR, Manuel Colom Argueta. Ces deux assassinats sont tout à fait révélateurs de cette nouvelle ambiance terroriste. Le premier a tenté de faire abroger un décret liberticide contraire aux dispositions de la constitution et il est abattu à la veille de la légalisation de son parti, le Parti social démocrate. Le second est membre du Front ample qui a soutenu la candidature du Général Lucas pensant que c'était là la seule façon d'entamer des réformes sociales et politiques. Là encore, ces formes du terrorisme d'État sont autant d'innovation. Jusqu'alors les militaires s'étaient contentés, si l'on peut dire, de frapper des personnes liées à la guérilla ou aux mouvements mettant en cause leur prédominance sur la scène politique. En assassinant Fuentes Mohr et Colom Argueta ils choisissent de porter leurs coups à l'encontre d'un personnel politique qui s'affirmait certes partisan de réformes substantielles, mais n'en acceptait pas moins un rôle de *primus inter pares* pour les militaires. Ces deux victimes sont aussi des figures de premier plan du monde politique, ce qui là encore est parfaitement nouveau.

²¹ Il s'agit bien évidemment de la commémoration du renversement d'Ubico en octobre 1944 et non de l'octobre russe de 1917.

²² Cf. ASIES, T.III, p.545-566.

C'est dire que les responsables des forces armées n'entendent pas seulement mettre un frein à une possible ouverture mais plus encore que la répression marque aussi une manière de régression par rapport à une très timide ouverture qui avait permis le surgissement de certaines entités réformistes les années précédentes.

Les réactions que suscitent ces tueries frappent tout à la fois par leur inconsistance comme par les divisions et l'éclatement de la scène politique qu'elles révèlent. Un acteur se signale tout particulièrement par son mutisme, l'Église. Cette institution ne s'était pas privée d'intervenir dans la vie politique guatémaltèque tant au travers la voix du Cardinal Casariego qu'au travers de celles des Évêques. Passée la polémique sur le tremblement de terre, les différentes voix de l'Église se font plus discrètes²³. Le diocèse du Quiché a ainsi publié un communiqué dénonçant le massacre de Panzos, mais ni la conférence des Évêques, ni le Cardinal n'ont fait connaître leurs points de vue respectifs sur ce sujet. Et si l'on compare la situation guatémaltèque à celle que connaissent le Nicaragua et le Salvador on est frappé par la différence de ton entre les prélats. Ici on s'exprime à mi-voix ; là-bas les Églises parlent haut et fort. Celles-là n'hésitent pas à user des ressources que leur offre la théologie, tant pour affirmer la primauté de la cité divine et de ses commandements face aux corruptions de la cité terrestre, que pour réclamer l'obéissance de tous à ses commandements. De ce point de vue, le communiqué sur la tuerie de Panzos de Mgr Gerardi, l'Évêque du Quiché, use d'une rhétorique passablement déchristianisée. Il dénonce certes les faits mais d'une façon qui ne déparerait pas dans une agence de presse laïque. En effet, jamais il n'use des arguments d'autorité empruntés à la tradition catholique, pas plus qu'il ne se réclame de son magistère spirituel. De même l'Église reste-t-elle silencieuse ou presque devant le développement de la terreur militaire²⁴. Les partis politiques semblent singulièrement désunis et engagés dans un jeu de rivalités tout à fait destructeur. Au lendemain de l'assassinat de Alberto Fuentes Mohr, la Démocratie Chrétienne, dont pres de 300 militants ou sympathisants sont tombés victimes de la terreur militaires²⁵, refuse pourtant de se joindre au Front démocratique contre la répression, mis sur pied par le PRA, le FUR et différentes autres organisations. Ce parti préfère faire cavalier seul, en promouvant un Dialogue national contre la violence et en multipliant les contacts avec l'Ambassade des États-Unis. Pour leur part, les syndicats ouvriers paysans, comme ceux liés à l'Université San Carlos sont traversés par des luttes de camarilla tout à fait destructrices.

²³ On trouvera une remarquable analyse de la situation de l'Église durant les années 1960, 1970 et 1980 dans un essai de René Poitevin, "La Iglesia y la democracia en Guatemala", in *Estado, Democratización y Desarrollo en Centroamérica y Panamá*, Asociación Centroamericana de Sociología, Guatemala, 1989.

²⁴ Cf. Diocesis del Quiché, *El Quiché : el pueblo y su Iglesia*, Santa Cruz del Quiché, Guatemala, 1994.

²⁵ Notamment dans les zones rurales, pres de 300 de ses proches seront assassinés durant les huit premiers mois du gouvernement de Benedicto Lucas,

C'est dès le mois d'août que l'AEU et le FERG s'affrontent sur la manière de commémorer les meurtres de Robin Garcia et d'autres activistes étudiant commis un an plus tôt. Les seconds en appellent à « l'autodéfense armée ». Les tensions renaissent à l'occasion des journées d'actions contre la hausse du prix des transports en commun. Oliviera Castaneda et l'AEU appellent à appuyer le mouvement, mais refusent explicitement « tout avant-gardisme substituaiste ». Il y aura même des bagarres à ce propos entre étudiants de l'AEU et proches du FERG. Enfin les journées de commémoration de la révolution d'octobre et l'assassinat de Castaneda donneront là encore lieu à des polémiques entre ces deux groupes²⁶. On constate des déchirements analogues au sein des syndicats. Ainsi quand un syndicaliste de la CNT se réfugie à l'Ambassade du Venezuela et part ensuite en exil, la CNUS critique publiquement la déclaration de la CNT qui affirme que « mieux vaut pour le mouvement syndical un dirigeant vivant qu'un martyr de plus »²⁷. C'est dire qu'au lendemain des assassinats de Fuentes Mohr et Colom Arguetta le Guatemala connaît une situation où prédomine tout à la fois, la division des différents secteurs de l'opposition aux militaires, l'impuissance de ceux-ci face à un gouvernement chaque jour plus engagés dans une politique de terrorisme d'État. De plus, à faire le choix de l'appel au dialogue et à refuser de s'organiser en vue de passer à la clandestinité, les membres les plus en vue des organisations réformistes, qu'elles soient syndicales ou politiques, vont être les premières victimes des coups des escadrons de la mort. Et de fait c'est toute la mouvance réformiste qui va se trouver peu à peu décapitée ou réduite au silence.

C) La généralisation de la terreur et le tournant du 1^{er} mai 1980.

Les événements qui se succèdent parallèlement au Nicaragua et au Salvador ne vont pas peu peser sur la situation guatémaltèque. Au lendemain de l'assassinat de Pedro Joaquin Chamorro, tout comme au vu du ton nouveau de l'Église salvadorienne face au gouvernement du Général Romero, ou des condamnations très fermes du gouvernement de Jimmy Carter à l'encontre aussi bien de Somoza que des militaires salvadoriens, les révolutionnaires guatémaltèques sont persuadés d'être face à une nouvelle « structure d'opportunité »²⁸. Les États-Unis ne viennent-ils pas de suspendre tout programme d'aide militaire au lendemain de l'assassinat de Manuel Colom Arguetta. Les différentes forces réformistes nicaraguayennes ne sont-elles pas en train d'admettre une manière de division fonctionnelle du travail entre le

²⁶ Cf. Virgilio Alvarez Aragon, *Conventos, Aulas y Trincheras*, Flacso, Guatemala, 2002, Vol II, p.244-246, 251 et 260-261.

²⁷ Cf. ASIES, T.III, p.570.

²⁸ J'emprunte cette expression à Douglas Mac Adam.

Front sandiniste et les autres forces de « l'opposition bourgeoise » à Somoza. Enfin au Nicaragua comme au Salvador des prélats conservateurs ne sont-ils pas en passe de déstabiliser les pouvoirs en place par leurs critiques. Du coup les partisans de la lutte armée vont opter pour une stratégie assez semblable à celle de leurs homologues centraméricains. Les différents groupes de guérilla multiplient les actions de « propagande armée » dans les hautes terres comme dans la capitale. L'EGP ne se contente plus d'actions ponctuelles dans le département du Quiché, mais procède à des attentats contre des membres du patronat et des patrouilles militaires. Certains de ses membres parviennent ce faisant à assassiner en septembre 1979 le Chef d'État major des forces armées, le Général Cancinos probable candidat du parti militaire aux prochaines élections présidentielles de 1982. À la même époque un autre groupe de guérilla, les Forces armées révolutionnaires (FAR) liées au Parti guatémaltèque du travail, enlève le vice-ministre des affaires étrangères et organise avec succès différents attentats. Un troisième groupe armé, l'Organisation révolutionnaire du peuple en arme (ORPA), fait sa première apparition publique. Et au début de l'année 1980, Alberto Habié, le président de la chambre patronale (CACIF), ainsi que Mario Ribas, un journaliste influent, sont assassinés par la guérilla. Parallèlement les organisations de masse en liaison avec les guérillas occupent des représentations diplomatiques pour faire entendre leurs revendications. Si l'occupation de l'ambassade du Mexique à laquelle procèdent en juin 1979 les grévistes d'une entreprise textile se termine aux mieux pour les grévistes, celle de l'Ambassade d'Espagne va se conclure on ne peut plus tragiquement. En effet, après avoir rendu visite à différentes stations radios et occupé brièvement le siège de l'Organisation des États Américains (OEA) une délégation de paysans indiens du Quiché membres ou proches du CUC, ainsi que quelques étudiants du FERG en liaison avec des représentants de l'EGP, occupent le 31 janvier 1980 l'Ambassade d'Espagne. Leur but est de faire entendre leur protestation contre les opérations de contre-insurrections et les massacres auxquels procèdent les forces armées dans le Quiché. La réaction des forces de l'ordre va être immédiate et particulièrement brutale. En moins de vingt-quatre heures, malgré la demande expresse de l'Ambassadeur qui entend négocier, la légation est prise d'assaut. Durant l'opération l'ensemble des occupants comme le personnel de la légation retenu en otage, périront du fait d'un incendie déclenché par les militaires et les policiers. Les seuls rescapés seront l'Ambassadeur et un membre du groupe des occupants par la suite assassiné par la police²⁹.

Cette succession d'événements qui ont pour toile de fond le renversement de Somoza en juillet 1979, comme celui des militaires salvadoriens en octobre 1979, témoigne d'une transformation du contexte socio-politique. Pour les

²⁹ On trouvera une bonne mise en perspective de cet événement dans *Guatemala Memoria del Silencio*, Informe de la Comisión de Esclarecimiento Histórico, T.VI, p.163 à 182, Guatemala, 1999.

militaires au pouvoir toute la question est de ne pas être emportés comme leurs homologues nicaraguayens et salvadoriens. Et pour cela, ils sont prêts aux mesures les plus drastiques et n'hésitent nullement à se mettre au ban de l'opinion publique internationale. Depuis les assassinats de Fuentes Mohr et de Colom Argueta, ils sont en effet l'objet d'une campagne d'opinion menée par des organisations qui, à l'instar d'*Amnesty International*, dénoncent le « terrorisme d'État », les « exécutions extra-judiciaires » et les « disparitions ». En octobre 1979, le gouvernement a ainsi dû faire face à l'assemblée générale de l'ONU aux accusations accablantes du FDCR. Et quelles que soient les difficultés que lui causent ces accusations, qui entraînent une campagne de boycott du tourisme au Guatemala, le gouvernement n'en choisit pas moins de poursuivre sa campagne de contre-insurrection et d'assassinat à l'encontre de tous ceux qui sont soupçonnés d'œuvrer en faveur de réformes ou d'appuyer les groupes révolutionnaires. Cette stratégie n'est pas sans remporter d'incontestable succès sur le court terme. En effet contrairement aux prévisions de l'extrême gauche, loin de radicaliser les opposants la terreur militaire poussent bien au contraire les survivants à la fuite ou au silence. Par ailleurs, comme va le démontrer le cours des événements en février-mars 1980, lors de la grève des ouvriers agricoles des plantations de la Côte sud, comme lors de la manifestation du premier mai 1980, l'unité entre réformistes et révolutionnaires n'a pas lieu, pas plus que l'Église ne s'installe dans la dénonciation des atrocités du régime, bien au contraire.

Débutant par des actions de protestation contre les fraudes à la pesée et les bas salaires dans différentes grandes exploitations sucrières, la grève dans les plantations de la Côte sud va se transformer à l'initiative du CUC en une grève qui, dix-sept jours durant, va paralyser toute le sud du pays. Ce sont non seulement quatre-vingt *fincas* sucrières qui sont touchées mais aussi différentes autres entreprises, l'industrie du papier d'Escuintla, les usines d'Amatitlan et les employés du secteur bancaire de la capitale, qui se lancent dans des grèves de solidarité avec les coupeurs de canne. Les tensions qui dès le départ opposent les membres de la CNT à ceux du CUC, les premiers voient d'un très mauvais œil ce mouvement à leurs yeux beaucoup trop encadré par le CUC, vont certes se dissiper durant la grève qui mobilisera quelque 80 000 personnes et amènera, le 3 mars, le gouvernement à instaurer un nouveau salaire minimum agricole. Ces tensions vont en revanche renaître, et ce de plus belle, au lendemain de cette concession gouvernementale. Le CNUS auquel participent tout à la fois, le CUC et la CNT, appelle à la reprise du travail et à la poursuite du mouvement revendicatif via la négociation pour obtenir de nouvelles augmentations de ce salaire qu'il juge insuffisant. De fait la CNT, qui participe directement aux négociations avec le Ministère du travail, craint une flambée de violence contre les grévistes si on ne parvient pas à un accord et appuie en conséquence la reprise du travail et fait

prévaloir sa position. Du coup le CUC dénonce cet accord et appelle à la poursuite de la grève, ce qui lui vaut d'être exclu du CNUS tandis qu'il est accusé « d'opportunisme de gauche » et « d'exposer les masses à un massacre inutile et imminent ». Le conflit est en fait double. Deux conceptions de l'action revendicative sont aux prises. L'une dominante au sein du CNUS, qui est celle de la CNT, vise à accumuler des forces, à préserver et à fortifier des acquis sociaux, et ce faisant à préparer une future révolution. L'autre, qui est celle du CUC, considère que les mouvements revendicatifs ne se conçoivent que comme autant d'actions destinées à « aviver les contradictions » et à servir immédiatement de déclencheur à une guerre révolutionnaire. Ces différences s'articulent parallèlement à celles qui opposent les organisations révolutionnaires. Le CNT est dominé par ses assesseurs membres des FAR. Proches du PGT, les membres de cette organisation alors en pleine rénovation, sont quant à eux partisans d'une « guerre populaire prolongée » et donc désireux de différer pour le moment les affrontements armés avec les militaires. Les dirigeants du CUC sont en revanche directement membres de l'EGP, ou sous son influence ; et à l'image des tercéristes du FSLN nicaraguayen, ils ont opté pour la confrontation directe et immédiate avec les forces de l'ordre³⁰. Cette prise en main des mouvements syndicaux par les organisations de guérillas et l'affrontement entre elles dans la surenchère révolutionnaire ne vont dès lors que s'accroître. Parallèlement le véritable fossé qui s'est instauré entre les membres des organisations révolutionnaires et le restant des acteurs de la scène socio-politique guatémaltèque qui s'opposent aux militaires ne cesse de se creuser, tandis que les réformistes tombent chaque jour plus nombreux sous les coups des escadrons de la mort. L'organisation de la manifestation du 1er mai va de ce point de vue marquer un nouveau seuil dans les affrontements entre les militaires et leurs multiples opposants. Quelles qu'aient été les divisions et les frictions apparues lors de la grève des coupeurs de canne des plantations sucrières, celle-ci avait été le moment d'un regroupement des forces réformistes et révolutionnaires. À l'inverse, les modalités du défilé du premier mai 1980, les consignes qui s'y font jour vont non seulement sceller le processus de divorce entre une opposition d'inspiration castriste et le restant des opposants aux militaires, mais parallèlement aiguïser les rivalités entre les groupes de guérillas, et finalement coïncider avec le déclenchement d'une répression terroriste encore plus féroce et systématique que celle pratiquée les mois précédents. Ainsi à l'initiative du Front étudiant Robin Garcia (FERG) proche de l'EGP, le CNUS organise un défilé où 40 à 60 000 personnes scandent ce double slogan : « destruction du régime luquiste³¹, instauration d'un Gouvernement

³⁰ Cf. ASIÉS T.3 p.605-608 et Virgili o Alvarez Aragon, Conventos, Aulas y Trincheras, Flacso, Guatemala, 2002, Vol II, p.292-295.

³¹ De Benedicto Lucas.

révolutionnaire démocratique et populaire », tandis que l'on diffuse des tracts appelant à l'action armée, signés par les FAR et l'EGP. Parallèlement, le CNUS distribue lui aussi des placards saluant pèle-mêle les actions des paysans indigènes qui désarment les acteurs de la répression, les masses ouvrières qui protègent de fait leurs dirigeants et les étudiants qui réagissent face « aux infiltrations et aux provocations de la force répressive ». On peut aussi y lire les proclamations suivantes dont l'optimisme ne tardera pas à être démenti : « ni l'oppression, ni les massacres, n'ont freiné l'essor des luttes populaires, (...) personne ni rien ne peut entraver la volonté d'un peuple » ; « notre peuple s'est mis en marche sur les chemins de sa libération définitive, sa victoire est proche ». Et d'affirmer pour finir qu'« une direction ouvrière s'est fait jour et constitue la principale force de lutte, appuyée de façon décisive par la paysannerie »³². Ce radicalisme à tous le moins simpliste et triomphaliste ne rallie à aucun moment les autres forces d'opposition réformistes ou religieuses aux militaires. Démocrates-chrétiens et socio-démocrates restent totalement silencieux face à ces appels. Les fractions les plus ouvertement critiques de l'Église, telle la conférence des Évêques et son porte-parole Mgr Girardi, font de même tout comme la fédération étudiante, FRENTE, qui avait pourtant participé au Congrès mondial de la jeunesse aux cotés du FERG.

Les événements des jours suivants vont apporter différents autres démentis à ces déclarations par trop triomphalistes. On va assister tout d'abord, et ce comme peu de fois auparavant, à une exacerbation du terrorisme d'État, terrorisme qui porte ses fruits puisqu'il accentue les multiples divisions au sein de l'opposition et réduit au silence les survivants. Le 8 mai depuis Paris, l'Agence France presse annonce, la création d'un Front Patriotique pour la Libération du Guatemala, avec la participation du CNUS, du CUC, du PSD du FUR et du FDCR, ce dans le dessein « d'isoler politiquement et économiquement le Guatemala (...) et d'entraîner un boycott touristique du pays ». En réponse, le Ministère public guatémaltèque ouvre une action en justice contre les différentes têtes de file de ce front Patriotique FPL, issus du PSD du FDCR, du CNUS et du FUR. Devant cette menace, le CNUS nie que le signataire de la déclaration transmise par l'AFP, Miguel Angel Albizuca, ait eu autorité pour le faire en son nom, et du coup affirme ne pas être partie prenante de ce Front. Le CNUS annonce peu après dans un autre communiqué qu'à l'avenir il essaiera de créer un Front Politique Ample et Populaire, ce « sur la base d'un consensus (...) qui n'existe pas encore entre les organisations populaires et démocratiques ». C'est dire que l'on constate une fois de plus à la ré-émergence de rivalités insurmontables entre les différentes organisations révolutionnaires et les syndicats et les mouvements qu'elles se sont subordonnées totalement ou partiellement³³. Le second

³² Cf. ASIES T.3 p.640.

³³ Cf. ASIES T.3 p.619-623.

démenti à ces proclamations du premier mai sera infiniment plus dramatique et cruel. Le 21 juin, ce ne sont au total vingt-sept responsables du CNUS et de la CNT qui sont enlevés par des militaires en uniformes, puis très probablement assassinés par ceux-ci³⁴. Ce faisant les militaires montrent qu'ils ne craignent nullement de répondre ouvertement aux défis lancés le premier mai et qu'ils n'ont que faire des accusations lancées contre eux. L'important est pour eux de démontrer que quiconque s'oppose à leur pouvoir et entend remettre en cause le statu quo social peut-être puni de mort. Parallèlement les divisions au sein des syndicalistes se refont jour de la façon la plus tragique. Le CUC déclare qu'il avait averti à plusieurs reprises de ce danger les membres de la CNT et que ceux-ci n'avaient su en tenir compte ; la CNT dénonce ces « positions anti-unitaires et peu solidaires ».

Dès lors c'est tout le mouvement syndical qui va peu ou prou être réduit au silence. Les dirigeants d'envergure nationale s'exilent ou se cachent, les responsables de sections locales dans les entreprises se font muets ou prennent la clandestinité pour tenter de se protéger. Ces tentatives de faire profil bas n'empêcheront nullement leur assassinat comme le démontrera l'enlèvement de dix-sept d'entre-eux lors d'une retraite religieuse en août. Les meurtres ou les coups de main à l'encontre de toutes les personnalités connues pour leurs orientations réformistes ou critiques vis-à-vis des militaires vont devenir des faits presque quotidiens. Des dirigeants politiques de second plan deviennent à leur tour les victimes du terrorisme des militaires, tout comme des responsables d'églises évangéliques ou mormone et bien sur des universitaires.

C'est dans ce contexte que les militaires vont remporter deux premières victoires politiques de taille, qui donnent un bon aperçu de l'ambiance de terreur qui règne dans le pays. Fin juillet au lendemain du meurtre de deux prêtres dans le département du Quiché et deux tentatives d'assassinat manquées contre l'Evêque de ce département Mgr Girardi, par ailleurs porte-parole officiel de la Conférence épiscopale, celui-ci annonce qu'il ferme temporairement le diocèse et qu'il part à Rome consulter sa hiérarchie. La mesure pour le moins exceptionnelle ne suscite aucune autre déclaration, ce ni au sein de l'Église, ni au sein des partis politiques. Début septembre, le Vice-Président de la république, Villagran Kramer, fait savoir depuis l'étranger où il s'est réfugié, qu'il démissionne de ses fonctions en raison de l'impossibilité de tenir les promesses d'un « gouvernement de centre gauche qui permettent après douze années de violence politique d'établir la paix et de moderniser son système socio-économique et culturel ». Tant les mots employés par Mgr Girardi que ceux qui sont prononcés par le Vice-Président démissionnaire sont révélateurs d'une situation où prédomine désormais le face à face entre les organisations révolutionnaires et le gouvernement, ce

³⁴ En effet aucun d'entre-eux ne réapparaîtra en vie.

dans une ambiance de terreur militaire doublée d'une terreur révolutionnaire³⁵.

Ce face à face a ceci de particulier qu'il a été construit très consciemment par les militaires comme par les organisations de guérilla, qui n'ont laissé d'autre choix au restant des autres acteurs que de se plier à leurs logiques respectives ou de désertir la scène socio-politique. Cette situation s'explique pour une bonne partie par le retournement du contexte centraméricain. Le cours de la révolution sandiniste tout comme celui pris par les événements consécutifs au putsch du 15 octobre au Salvador vont en effet avoir des conséquences directes et dramatiques sur la scène socio-politique guatémaltèque. Par-delà les différences de situation entre le Nicaragua et le Guatemala, les propensions à l'hégémonie du Front sandiniste vis-à-vis de ses associés rivaux au sein de la Junte de gouvernement de reconstruction nationale ne sont pas de nature à favoriser une union des réformistes avec les révolutionnaires. Le remplacement dès la fin de l'année 1979 à la tête des nouvelles forces armées de Bernardino Larrios, un ancien colonel de la Garde Nationale destitué par Somoza, par Humberto Ortega, un des neufs dirigeants de la Direction nationale du FSLN a déjà créé des tensions au sein de la coalition qui a renversé Somoza. En avril 1980, les remaniements du pouvoir législatif provisoire toujours au profit du FSLN, tout comme les multiples différents avec les membres non sandinistes de la Junte, Alfonso Robelo et Violeta Chamorro, et l'Église, pèsent très lourdement dans les choix de bon nombre des opposants aux militaires guatémaltèques, notamment les chrétiens démocrates et les hauts responsables du clergé, de se refuser à toute alliance avec les guérillas. La terreur militaire à l'encontre des organisations populaires et plus encore l'assassinat de Mgr Romero au Salvador en mars 1980 ne va pas non plus peu jouer dans les stratégies des acteurs guatémaltèques. Cette action d'intimidation, sacrilège s'il en est dans un pays catholique, est comme un avant-goût de ce qui attend l'Église guatémaltèque. De ce point de vue, le calendrier des événements est particulièrement parlant. Les proclamations du 1^{er} mai en faveur du renversement par les armes du « régime luquiste » et de « l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire démocratique et populaire » surviennent au lendemain des démissions de Violeta Chamorro et de celle d'Alfonso Robelo, comme de l'assassinat de Mgr Romero. Voyant la révolution sandiniste se « radicaliser », les groupes révolutionnaires guatémaltèques font de même. Aussi n'est-il pas tellement étonnant que les forces réformistes restent silencieuses face à de tels appels. Leurs responsables n'entendent ni faire le jeu des groupes révolutionnaires qu'ils soupçonnent d'avoir les mêmes desseins que les sandinistes ; et, ils ne désirent pas non plus s'offrir en victimes aux agents de la terreur militaire. Et quelques mois plus tard, au

³⁵ La seconde étant certes sans commune mesure avec la première.

lendemain de la visite de Mgr Girardi à Rome, le ton de l'Église est désormais lui aussi très officiellement à un certain retrait de la scène politique. La lettre de Jean Paul II à la conférence épiscopale fixe cette nouvelle ligne de conduite de façon très claire. Il déplore certes que le pays se soit engagé sur le « chemin de l'autodestruction », il salue les efforts de l'Église pour y mettre un terme, tout comme il s'associe à la douleur des familles guatémaltèques. Et s'il appelle « ceux qui ont des responsabilités » à n'omettre aucun effort pour mettre fin à la vague de discordes et de haines que connaît le pays, son ton n'est d'aucune façon un appel à l'activisme. On est bien évidemment aux antipodes de la légitimation d'une « guerre juste » contre le tyran (Somoza) telle celle de Mgr Obando au Nicaragua en 1979. On est tout aussi éloigné des « j'ordonne » proférés par Mgr Romero à l'encontre aussi bien des militaires que des guérillas et des organisations populaires. Et d'une certaine façon la formule « ceux qui ont des responsabilités » est une manière très nette de renvoyer dos-à-dos aussi bien les militaires et les paramilitaires, les industriels qui appuient ces derniers, que les membres des guérillas et leurs proches. Si ferme soit-il, le ton est néanmoins comme distancié. Il témoigne à bien des égards du souci de préserver l'Église et du refus d'offrir de nouveau martyr à sa cause³⁶.

Dès lors les militaires vont avoir d'une certaine façon le champ libre pour mener une politique d'extermination systématique à l'encontre des guérillas et de tous ceux qui sont soupçonnés de pouvoir leur être favorables. La terreur qui a été crescendo des derniers mois de la présidence Laugerud à 1980 a eu un triple effet. Elle a pour une part, décimé l'opposition partisane de réformes négociées avec les militaires et les agro-exportateurs. C'est dire que toute une nébuleuse d'activistes, syndicaux et politiques, qui prenaient en charge des revendications démocratiques et qui témoignaient d'une sensibilité nouvelle à la thématique des droits de l'homme, comme à l'idée de la possible et nécessaire combinaison de la liberté politique et de l'égalité sociale, disparaît de la scène socio-politique. Elle a d'autre part, réduit au silence les survivants et l'Église. Et elle a *in fine*, installé les Forces armées et les guérillas en une situation de face à face lequel va s'avérer particulièrement destructeur.

D) La contre-offensive militaire de 1981 : écrasement des guérillas et effondrement de la légitimité du gouvernement militaire.

Début 1981, ce face à face entre l'armée et les guérillas va prendre un tour particulièrement tragique. Obnubilés par les exemples nicaraguayen et salvadorien, persuadées de pouvoir compter sur un appui logistique du

³⁶ On trouvera une reproduction de cette lettre in Diocesis del Quiche, *El Quiche : el pueblo y su Iglesia*, Santa Cruz del Quiché, Guatemala, 1994.

Nicaragua et des pays socialistes, les dirigeants des différentes organisations de guérilla décident de ne plus se contenter de coups de mains contre les forces armées et les représentants des partis au pouvoir, mais de dorénavant leur disputer le contrôle du territoire. L'idée est tout à la fois selon les termes de l'*Ejercito guerrillero de los pobres* (EGP) de mettre sur pied les bases d'une future « armée populaire » et ce faisant de construire depuis la périphérie du pays « les racines d'un nouvel État »³⁷. Forts de réseaux d'appui urbain, mais principalement implantés dans les hautes terres indiennes du centre et de l'ouest du pays, les trois groupes de guérillas lancent une offensive visant à couper la capitale de l'arrière-pays indien³⁸. Comme le remarque Yvon Le Bot, « nulle part la guérilla ne parvint à réaliser son objectif de mettre sur pied une 'armée régulière' capable de libérer des territoires et de s'y imposer comme une nouvelle autorité »³⁹. En effet, bien que les guérilleros aient assassiné nombres des représentants du pouvoir militaires, les *comisionados*, et différents maires proches du gouvernement dans les départements jouxtant la route panaméricaine -le Quiché, le Solola et le Chimaltenango- et qu'ils tiennent certains points névralgiques de la route panaméricaine, ils n'en sont pas moins dans une position extrêmement précaire. Ils sont tout à la fois complètement coupés de l'opposition réformiste qui se refuse à la constitution de fronts à l'image de ceux formés au Nicaragua et au Salvador. La majorité de leurs recrues, tant urbaines que rurales, sont particulièrement peu aguerries et ont été sommées de passer des « organisations de masse » aux organisations armées de la façon la plus abrupte. Les états-majors des différentes guérillas sont aussi pris dans des processus de rivalités insurmontables qui feront qu'ils ne parviendront à se doter d'une coordination commune, l'*Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca* (URNG), qu'au lendemain de leur défaite militaire en 1982. Les guérilleros sont, là encore à la différence de leurs homologues nicaraguayens à l'époque de la lutte contre Somoza et des membres du Front Farabundo Martí au Salvador, dépourvus de tout appui logistique étranger un tant soit peu conséquent.

C'est dans ces conditions qu'après avoir démantelé les réseaux urbains de la guérilla, l'armée se lance en septembre et en octobre dans une campagne de contre-insurrection particulièrement meurtrière. Commençant par occuper l'un des points névralgiques de la route panaméricaine les militaires s'emparent tour à tour des villages occupés par la guérilla et prennent le contrôle de cette route puis des routes secondaires en direction du Quiché, du Solola et du Chimaltenango. Forts de leur maîtrise des voies de

³⁷ Cf. Yvon Le Bot, op. cité p.193.

³⁸ On trouvera une bonne description de ces moments dans l'ouvrage déjà cité d'Yvon Le Bot ainsi que dans ceux de Mario Payeras et dans celui de Jennifer Schirmer, *Las intimidaciones del proyecto político de los militares en Guatemala*, Flacso Guatemala, 1999.

³⁹ Cf. id ; le propos vise l'EGP mais s'applique à l'ensemble des organisations armées.

communications et des principales agglomérations, ils poussent ensuite leur contre-offensive dans ces trois départements et ce faisant obligent les guérilleros à prendre la fuite et détruisent leurs bases d'appui paysannes. Fin 1981 et durant les premiers mois de 1982, ils assoient méthodiquement leur domination sur les zones où les guérillas avaient prétendu édifier les bases d'un « nouvel État ». Les termes de « contre-insurrection », de « prise de contrôle », sont insuffisants à décrire la violence, la brutalité et le sadisme de l'action des militaires. La métaphore empruntée à Las Casas de « nouvelle destruction des Indes » utilisée par Yvon Le Bot⁴⁰ permet de mesurer l'ampleur du phénomène. Peu nombreux, mal armés les guérilleros n'ont pu défendre les territoires qu'ils avaient prétendu « libérer ». Et quand ils n'ont pas été tués par les premières opérations militaires, ils n'ont survécu que grâce à une suite de replis qui furent bon nombre de fois des fuites éperdues. Loin d'être préparé à de tels combats et à de telles situations, leurs partisans locaux ont été décimés par l'armée soit lors d'escarmouches, soit lors de véritables raids punitifs contre des villages entiers. Ces raids donnèrent lieu à des expériences de cruauté inouïe : les femmes furent très systématiquement violées, la population de villages entiers fût massacrée avec un rare sadisme tantôt par les militaires eux-mêmes, tantôt par des supplétifs indiens qui n'eurent d'autre choix pour sauver leur vie que de s'intégrer aux patrouilles d'autodéfense civile (PAC) et de seconder les militaires dans leurs tueries. Il est même des cas où les guérilleros organisèrent des opérations punitives contre certains villages « passés à l'ennemi » et assassinèrent des dizaines de leurs habitants. Durant ces mois, ce sont des dizaines de milliers de personnes qui furent assassinées, 35 000 selon certaines estimations, des dizaines de hameaux et de villages détruits dont les survivants s'enfuirent par centaines de milliers qui dans la capitale, qui dans les plantations du sud du pays, qui au Mexique⁴¹.

La campagne de contre-insurrection déclenchée par le général Benedicto Lucas, le frère du Président de la République, fût tout à la fois facilitée par la décimation de l'opposition réformiste et par l'isolement croissant des guérillas des autres forces politiques. Le paradoxe est en effet que très tôt les

⁴⁰ Id, p.199-210.

⁴¹ Outre les ouvrages cités dans ce chapitre, on trouvera des données particulièrement complètes dans les onze volumes du rapport de la Comisión para el Esclarecimiento Histórico, *Guatemala Memoria del Silencio*, Guatemala, 1999 ; comme dans les quatre de *Guatemala Nunca Mas*, de l'Oficina de Derechos Humanos del Arzobispado de Guatemala, 1998 ; ainsi que dans les ouvrages suivants : Carmack Robert M.(editor), *Harvest of Violence. The Maya Indians and the Guatemalan Crisis*, University of Oklahoma Press, 1988 ; Centro Internacional Para Investigaciones en Derechos Humanos et Grupo de Apoyo Mutuo, *Quitar el agua al pez. Analisis del terror en tres comunidades rurales de Guatemala (1981-1984)*, Guatemala, 1996 ; Equipo de Antropología Forense de Guatemala, *Las Masacres en Rabinal*, Guatemala, 1995 ; Falla Ricardo, *Masacres de la selva Ixcán Guatemala (1975-1982)*, Editorial Universitaria, Guatemala, 1992 ; Montejo Victor, *Testimonio : muerte de una comunidad indigena en Guatemala*, Editorial Universitaria, Guatemala, 1993.

accusations de « génocide » se multiplient à l'encontre des exactions des militaires. Nombre de témoignages qui ne laissent aucun doute sur l'ampleur de ces multiples Oradour sur Glanne parviennent à la presse internationale comme aux organisations de défense des droits de l'homme qui les rendent publics et appellent en retour à la suspension des relations diplomatiques avec le Guatemala. Reste que ces dénonciations eurent lieu dans un véritable vide politique au Guatemala. L'Église resta en effet muette ce tout particulièrement au lendemain de l'arrestation d'un Jésuite, Carlos Pellecer, en juin 1981. Arrêté et torturé, celui-ci confessa à la télévision, ce dans le grand style des procès soviétique des années 1930, sa participation à la guérilla comme les multiples liens entre l'Église et les organisations de guérillas. Par la suite, lorsqu'en août, l'Église dénonça la « disparition » d'une douzaine de prêtres et la mort violente de dizaines de catéchistes, elle prit bien soin de signaler que si certains religieux avaient fait le choix de s'enrôler dans les guérillas, ce choix était purement personnel et que ce faisant ces religieux se s'étaient séparés de l'Église et avaient rompu leurs vœux. Et dès lors précisât-elle, elle n'était plus responsable de leurs agissements. Enfin si elle déplora les massacres commis tout au long du dernier trimestre 1981 et lors des premiers mois de 1982, elle ne le fit au mieux que *mezzo voce*, tout en étant incapable d'une quelconque initiative politique. La situation de l'intelligentsia ne fut guère différente. Si une petite partie des exilés appuya ouvertement telle ou telle organisation de guérillas, beaucoup furent consternés par la stratégie des guérillas qu'ils jugèrent suicidaires. Aussi furent-ils avant tout préoccupés de survivre en exil, ou au Guatemala même, et tout en se refusant à condamner publiquement certaines actions de la guérilla, ils n'apportèrent pour autant aucun appui à ses solutions politiques, sans pour autant être capables d'offrir de quelconque alternatives à celle-ci. D'autres plus à droite, qui condamnaient déjà sans appel les multiples enlèvements et assassinats d'industriels, virent désormais une manière de mimétisme entre les guérilleros et les militaires au lendemain de l'assassinat du recteur de la USAC, Mario Dary Rivera, revendiqué en décembre 1981 par une organisation proche du PGT⁴². Aussi quelles que soient leurs réticences face aux exactions des militaires, ils n'en restèrent pas moins muets pour ne pas « faire le jeu des guérillas ». Parallèlement les partis, démocrate-chrétien ou d'inspiration sociale démocrate, restèrent eux aussi paralysés, ce tant en raison des attentats qui avaient frappé leurs cadres peu de mois auparavant, comme du fait de leurs réticences devant les pratiques politiques des guérilleros. Enfin dans les rangs des partisans de pactes avec certains secteurs militaires « réformistes » l'ambiance fût là aussi à la paralysie en raison de la terreur qui venait de frapper ce secteur. En janvier 1981 deux économistes de la USAC, Carlos Centeno et Bernardo Lemus, conseillers en exercice du

⁴² Cf. Virgili o Alvarez Aragon, *Conventos, Aulas y Trincheras*, Flacso, Guatemala, 2002, Vol II, p 338-349.

Colonel Tulio Bucaro qui exerçait la charge de Ministre de l'économie, furent purement et simplement assassinés. Les proches du président Lucas aient en effet eu vent d'un complot monté par ce Colonel visant à déposer le Président en exercice et à transmettre le pouvoir au vice-président démissionnaire, Villagran Kramer.

Les incontestables succès militaires de la politique contre-insurrectionnelle, comme le vide politique dans lesquels ils prirent place, contribuèrent paradoxalement à délégitimer comme jamais la volonté des forces armées de poursuivre plus avant ces opérations militaires, comme leurs prétentions à parallèlement briser par la force toute tentative de procéder à un certain nombre de réformes sociales et politiques. Cette délégitimation tint sans contexte aux transformations du contexte international. Si les militaires guatémaltèques au pouvoir bénéficièrent incontestablement de la réorientation de la politique nord-américaine dans la zone centraméricaine ; ils ne tardèrent cependant pas à en sentir les limites imposées le nouvel « esprit du temps » façonné par les accords d'Helsinki. Ils apparurent certes comme les prototypes de ces autocrates « non modérément anti-communistes » que Jeanne Kirkpatrick, l'ambassadrice à l'ONU de Ronald Reagan, avait souhaité voir soutenir à l'encontre des mouvements révolutionnaires marxistes-léninistes dont les succès se traduisaient par un « affaiblissement stratégique » pour ce pays⁴³. Le tour pris par les événements nicaraguayens et salvadoriens conduisit incontestablement les nord américains à une politique de *benign neglect* à leur encontre. Les prétentions totalitaires chaque fois plus affirmées du Front sandiniste de libération nationale, comme les actions militaires du Front Farabundo Marti de libération nationale leur furent de ce point des plus utiles. Si les relations militaires suspendues depuis 1979 entre les deux pays ne furent pas pour autant renouées ; contrairement à ce qu'ils avaient fait à la fin du régime de Somoza, les États-Unis ne s'opposèrent pas à ce que des pays comme Israël apportent à leur place une assistance militaire au Guatemala. Et contrairement à son prédécesseur démocrate le nouveau gouvernement républicain des États-Unis se garda bien d'émettre de quelconques critiques à l'encontre de la répression tous azimuts déclenchée par les militaires. Pourtant, malgré cela les militaires guatémaltèques n'en furent pas moins dans une situation particulièrement précaire ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord l'action que les nord américains entendaient appuyer au Salvador était d'un tout autre ordre. Ils relancèrent certes la coopération militaire avec ce pays, ce dès les derniers mois de la Présidence de Jimmy Carter. Mais cette relance eut lieu dans un esprit fort proche de l'adresse de Kennedy lors de la fondation de l'Alliance pour le progrès. La coopération se fit avec un gouvernement provisoire composé de civils démocrates-chrétiens et de militaires,

⁴³ « Dictatorship and Double Standard », *Commentary*, Novembre 1979.

gouvernement qui s'était engagé non seulement à organiser l'élection d'une assemblée constituante, mais aussi à garantir la liberté du vote comme le respect du scrutin. Enfin quelles qu'aient été les tolérances et la complicité des assesseurs militaires américains, avec les exactions commises par les membres des forces armées salvadoriennes, ceux-ci n'en furent pas moins soumis à une manière de *hearing* permanent par une presse internationale particulièrement vigilante et critique à l'encontre de la nouvelle junte de gouvernement, des militaires et de l'administration américaine⁴⁴. C'est dire qu'à cette nouvelle aune, les militaires guatémaltèques ne pouvaient figure d'alliés acceptables pour les États-Unis. Ils pouvaient certes être des remparts provisoires contre une possible victoire des guérillas, mais la publicité à laquelle donnèrent lieu leurs exactions, tout comme les accusations de génocide portées à leur encontre, leur assura un véritable statut de parias au sein de la communauté internationale. Ne disposant pas de la majorité au Congrès et devant de ce fait batailler ferme pour faire approuver de six mois en six mois sa politique au Salvador, le nouveau gouvernement nord-américain fit d'ailleurs savoir aux militaires guatémaltèques qu'il était dans l'impossibilité absolue de leur apporter une quelconque aide tant qu'ils ne procéderaient pas à un *agijornamiento*⁴⁵. Par-delà cette mise à distance et cette injonction au changement des États-Unis, le tournant pris par les événements salvadoriens et notamment la déclaration franco-mexicaine de la fin août 1981 dessinent en filigrane un scénario encore plus inquiétant pour les gouvernants guatémaltèques. Cette déclaration qui vise à contrer la nouvelle politique de la « République impériale » dans la région, affirme non seulement très clairement que la politique du gouvernement provisoire salvadorien est une source de « dangers potentiels pour la stabilité de la paix de toute la région » ; mais ajoute de surcroît qu'il convient d'ouvrir des négociations avec les guérillas de « restructurer les forces armées » ; et termine en appelant la « Communauté internationale, (...) ce dans le cadre des Nations Unies, à assurer la protection de la population civile » et à superviser ces négociations⁴⁶. Si la déclaration ne dit bien évidemment pas un mot de la situation du Guatemala, elle n'en énonce pas moins, ce très

⁴⁴ Cf. sur ce sujet, Americas Watch, *El Salvador's Decade of Terror, Human Rights since the Assassination of Archbishop Romero*, Yale University Press, 1991, et Leigh Binford, *El Mozote, vidas y memorias*, UCA editores, San Salvador, 1997.

⁴⁵ Le livre du Général Hector Alejandro Gramajo Morales, *De la guerra...a la guerra*, Guatemala, Fondo de Cultura Editorial, 1995, donne un très bon aperçu de l'état d'esprit des militaires guatémaltèques à cette époque comme de leurs tractations avec les États-Unis. Reste à signaler que celui-ci fut le plus « politique » d'entre-eux ; on trouvera un bon panorama sur les militaires dans la thèse de Hector Rosada, *Soldados en el Poder, Proyecto Militar en Guatemala 1944-1990*, Thela Latin America Series, Utrecht, Pays Bas, 1999.

⁴⁶ Cf. le dossier « El Salvador, vers une solution négociée ? La déclaration franco-mexicaine et les réactions internationales » in *Problèmes d'Amérique latine*, n° 62, 4° trimestre 1981, Paris la documentation française.

clairement comme le remarquent certains militaires guatémaltèques⁴⁷, certaines possibilités qui pourraient toute logique s'appliquer à ce pays. Il est facile de penser que l'exil de dizaine de milliers de guatémaltèques vers le Mexique puisse être qualifié de menace pour la paix régionale, tout comme de supposer, que les révélations sur les innombrables crimes de guerre, commis par les militaires, soient autant d'argument en faveur d'une réforme drastique de leur institution. Enfin on peut escompter que, pour peu que les guérillas soient capables de se doter de structures communes et de nouer des accords avec des forces civilistes, comme cela vient d'être le cas au Salvador avec la création du Front Farabundo Marti et celle du Front démocratique révolutionnaire, différents gouvernements européens et latino-américains en viennent à appuyer un processus de négociation et d'organisation d'élections libres sous l'égide de l'Organisation des nations unies.

III Le coup d'état du 23 mars 1982.

A). -Le contexte d'un coup d'État.

C'est dans ce contexte que le 23 mars, les militaires portent au pouvoir une junte formée de trois officiers supérieurs, deux d'actives le Général Horacio Maldonado Schaad et le Colonel Luis Gordillo Martinez, avec à leur tête un Général à la retraite, Rios Montt, le candidat démocrate chrétien aux élections présidentielles de 1974. Cette junte est assistée d'un conseil d'assesseurs, « la petite junte/la *Juntita* », composée d'un représentant de chacun des grades de la hiérarchie militaire. Le coup d'État a lieu au lendemain des élections générales du 7 mars 1982. Comme à leurs habitudes, les membres de la coalition PID, PR et FUN se sont mis d'accords pour faire du Ministre de défense du gouvernement sortant, le général Anibal Guevara, le candidat officiel, et ont une fois de plus fraudé de façon éhontée pour imposer leur victoire. Contrairement aux élections précédentes, tant la Démocratie Chrétienne et son allié du PNR, que le MLN, dont le chef de file, Mario Sandoval Alarcon, s'est vu dépossédé de la victoire, et ses alliés de la Centrale authentique nationaliste (CAN), se regroupent dans une *Union Opositora* (UO) et convoquent dès le lendemain à une manifestation pacifique pour réclamer le respect du suffrage. La réaction des clans militaires au pouvoir est des plus violentes. Les manifestants sont non seulement poursuivis par la police qui disperse par la force la manifestation, mais les têtes de files de l'opposition, non seulement de la DCG mais aussi du MLN et de la CAN, tout comme les envoyés de la presse internationale qui couvrent

⁴⁷ Cf. les remarques de Gramajo sur ce sujet in op.cit p.148-149.

l'événement, sont non seulement arrêtés, mais traités de façon extrêmement brutale et ignominieuse.

Sans provoquer un scandale de l'ampleur de celui lié à l'assassinat de Pedro Joaquin Chamoro, cette réponse des clans militaires du PID et du PR à leurs associés rivaux du MLN et de la CAN, comme le traitement infligés aux correspondants des agences de presse, n'en apparurent pas moins comme des actes inacceptables, tant aux proches de Sandoval Alarcon, qu'à bien des militaires engagés dans la lutte contre-insurrectionnelle. En effet eu égard aux pratiques de la culture politique guatémaltèque, la tenue en lisière de nouveaux venus dans le cercle des concurrents pour le pouvoir apparaît comme légitime, et le traitement infligé aux démocrates-chrétiens et à leurs associés, peut sembler acceptable. En revanche, l'utilisation des mêmes manières vis-à-vis d'un Mario Sandoval Alarcon et de ses partisans, qui furent les artisans du renversement d'Arbenz et, de ce fait, les associés privilégiés des militaires depuis plus de décades, fait au contraire figure de véritable crime de lèse-majesté. Ceux-ci sont en effet des gens avec qui l'on compose et l'on négocie, pas des gens que l'on écarte par la force et encore moins des gens que l'on maltraite physiquement. Certains officiers supérieurs discernent même un penchant « totalitaire » dans ce refus de respecter les règles établies de longue date, comme dans cette volonté de certaines « camarillas » d'avoir la main mise sur les ressources de l'État⁴⁸. S'ajoute in fine le sentiment que de telles façons face aux correspondants étrangers contribue encore, si besoin était, au renforcement de l'image exécrationnelle du pays dans les arènes internationales.

Dès lors c'est légitimement au regard des critères des mœurs politiques du pays que le MLN et la CAN peuvent prétendre organiser le renversement du gouvernement en place et de son successeur et compter sur le soutien d'une partie de la hiérarchie militaire. Ils auront d'autant moins de mal à persuader leurs relais au sein des Forces Armées à préparer un putsch, que beaucoup d'officiers sont atterrés par le tour pris par le fonctionnement de la machine militaire. Certes aucun ou peu s'en faut ne critique la politique de terre brûlée lancée par l'état-major. En revanche beaucoup ont été fâcheusement impressionnés par le désordre qui règne au sein de celui-ci et tout particulièrement par la corruption et les détournements de fonds qui sont particulièrement préjudiciables aux opérations et entraînent de très nombreuses pertes dans leurs rangs. Certains jeunes officiers s'offusquent tout particulièrement de l'affectation prioritaire des rares hélicoptères aux transports des invités aux bacchanales organisées par le Président dans sa *finca* du Peten. De même sont-ils outrés de l'apparition des membres de l'État-Major vêtus de treillis et de chaussures de jungle du dernier chic, tandis qu'eux-mêmes et leurs hommes ont des tenues antédiluvienne et peu

⁴⁸ Cf. id p.151-152.

adaptées au combat. En conséquence, bon nombre d'officiers sont persuadés que, sans une réorganisation drastique des Forces Armées, la guérilla, forte de ses nombreux soutiens internationaux, pourrait bien l'emporter et transformer le Guatemala en un nouveau pays socialiste. Enfin l'utilisation, par trop voyante, des militaires dans l'organisation de la fraude électorale, le chef d'état-major et frère du Président sortant s'est personnellement compromis dans l'organisation matérielle de celle-ci, leur semble là encore grosse de difficultés pour le futur de l'institution⁴⁹.

B). - La mise en forme militaire.

Le premier acte de la Junte de gouvernement va être d'annuler les élections du 7 mars. Suivront immédiatement différents autres décrets. Le Congrès élu pour la période 1978-1982, tout comme le Conseil d'État sont dissous à compter du jour du putsch ; la Constitution est suspendue à l'exception de ces articles garantissant les droits de l'homme ; la charge de vice-Président est supprimée ; et enfin, les pouvoirs municipaux sont maintenus jusqu'à la date du 15 juin 1982. Quelques jours après, le gouvernement annonce un autre train de mesures. Le corps des détectives de la police nationale, connu pour ses responsabilités en matière de tortures et de disparition, est dissous ; tandis que différentes concessions à des compagnies de travaux publics propriétés des proches de l'ancien gouvernement sont annulées. Le 27 avril, la Junte promulgue un Statut fondamental du gouvernement et rend public au début du mois suivant un Plan national de sécurité et de développement qui comporte 14 objectifs principaux. Ce succédané de programme de gouvernement oscille entre deux types de considérations. Les uns fortement corporatistes font des militaires les artisans d'une restructuration de la nation guatémaltèque, ce dans un style très inspiré de celui des militaires péruviens à la fin de années 1960 ; les autres affichent en revanche une indéniable inspiration démocratique-libérale. On trouve ainsi mêlé une injonction à mettre le gouvernement au service du peuple, et non celui-ci au service de celui-là, des appels à la réconciliation de la « famille guatémaltèque », au respect des droits de l'homme, à la récupération de la « dignité individuelle et nationale », comme à « l'intégration participative des différents groupes ethniques composant la nation ». S'ajoutent à tout cela différentes suggestions sur la nécessaire lutte contre la corruption, les inégalités socio-économiques, et in fine un engagement à « rétablir dans les délais les plus brefs l'ordre constitutionnel, afin que les guatémaltèques connaissent et exigent (le respect de) leurs droits et (de) leurs obligations dans le cadre du libre jeu démocratique »⁵⁰. Enfin le 9 juin 1982 fort de l'appui du groupe

⁴⁹ Cf. id p.162 à 168.

⁵⁰ Cf. id p.169 à 180 ou l'on trouvera des citations de ces décrets et de ce plan.

d'assesseurs militaire, le Général Rios Montt dépose les deux autres membres du gouvernement provisoire considérés comme trop liés aux politiciens civils et aux secteurs agro-exportateurs. Rios Montt se fait ensuite proclamer Président de la République en revêtant très solennellement l'écharpe présidentielle, que lui remet un représentant de la *Juntita*, puis prête enfin serment, ce à l'image de ces prédécesseurs élus.

Le putsch du 23 mars, comme les premières mesures qui l'accompagnent ne sont pas seulement des mesures destinées à parer au plus pressé, l'accentuation de l'isolement et du discrédit du Guatemala sur la scène internationale, et plus encore à une éventuelle victoire des guérillas. La geste des militaires témoigne aussi d'un véritable *aggiornamento*. Contrairement à ce qui prévalait dans les gouvernements précédents, pour l'institution militaire le chaos ne s'incarne plus seulement dans la figure des guérillas ou des mouvements sociaux stigmatisés comme autant de vecteurs du totalitarisme communiste. Nul doute que ceux-ci n'en deviennent pas pour autant des acteurs socio-politiques susceptibles d'être acceptés dans le cercle des concurrents pour le pouvoir. La poursuite de la stratégie et des pratiques inaugurées lors des premières opérations de contre-insurrection d'envergure lancées lors du dernier trimestre 1981 en témoigne abondamment. La métaphore, chère aux militaires, d'un cancer qu'il faut extirper coûte que coûte servira à justifier la poursuite des massacres systématiques de tous les habitants des zones dites « rouges », c'est-à-dire acquise aux guérillas, comme les tueries plus sélectives dans d'autres zones dites « roses »⁵¹. Reste que les militaires ont pris conscience de ce qu'un petit nombre d'entre-eux disaient à mi-voix depuis plusieurs années, à savoir que la collusion des guérillas avec les populations indiennes des hautes terres tient à « un système économique et social injuste, hérité des espagnols et de la colonisation ». Pour ceux-ci, l'heure est à l'abandon de la « doctrine de la sécurité nationale » au profit de ce que le Général Gramajo baptise la « Thèse pour la stabilité nationale ». Pour eux, s'il convient de systématiser la contre-offensive militaire contre les guérillas et de renforcer le potentiel de combat de l'armée régulière, ces mesures doivent s'accompagner de programmes destinés à améliorer les conditions de vie des plus défavorisés, à réactiver la production et à amener ce faisant une plus grande égalité dans l'accès aux richesses. « L'emploi de la seule force brute, disent-ils, génère uniquement le ressentiment de la population »⁵². Se fait jour l'idée de tout un programme de réorganisation des hautes terres sous la houlette des militaires qui prendra la forme de la création des Patrouilles d'autodéfense civile (PAC) et des pôles de développement. Les inégalités sociales ne sont pas l'unique facteur de chaos social que découvrent les militaires. La corruption et la désorganisation, qui

⁵¹ Cf. les témoignages des militaires eux-mêmes recueillis par Jennifer Schirmer, *Las intimidaciones del proyecto político de los militares en Guatemala*, Flacso Guatemala, 1999.

⁵² Cf. Schirmer, op.cit, p.110-112.

en est la conséquence, deviennent aussi les chevaux de batailles du nouveau gouvernement. La dissolution du corps des détectives, tout comme l'annulation de certaines concessions à des entreprises proches des anciens clans au pouvoir s'inscrivent à l'évidence dans ce cadre. Le Colonel Gordillo et le Général Maldonado sont, de la même façon, rapidement écartés car ils s'opposent à la politique de limogeage et de mise à la retraite des officiers supérieurs coupables de malversation, et prétendent tout à la fois protéger certains intérêts financiers liés soit au MLN soit aux anciens clans politico-militaires précédemment aux affaires. À l'inverse, les officiers supérieurs entendent restaurer l'autorité de la hiérarchie militaire, ainsi que le principe d'une autorité centralisée, quel que soit par ailleurs le principe de collégialité que manifeste la création de la *Juntita* des assesseurs de la première Junte. Ce souci de rétablir l'autorité de l'État n'est pas moins discernable dans la création des Tribunaux spéciaux qui entendent mettre fin à certaines tueries perpétrées de façon anarchiques. De même la campagne contre les guérillas, au départ dénommée « Opération cendres » et bientôt rebaptisée « Opération victoire 1982 », se traduit par une réorganisation des structures de commandements qui coiffent des « forces de travail » chargées de missions précises, dont elles doivent rendre compte heure par heure au commandement général. Le dernier facteur de chaos identifié par les auteurs de la « Thèse pour la stabilité nationale » n'est autre que l'absence de démocratie. Là encore le discours et les pratiques sont en ruptures avec les expériences passées. Qualifier la fraude électorale d'acte portant le discrédit sur l'institution militaire est à tout le moins nouveau ; parler de rétablir la constitutionnalité dans les délais les plus brefs ne l'est pas moins, tout comme le fait de mettre à l'honneur « le libre jeu démocratique » ou la « tolérance ». C'est comme si se défaisait, au moins partiellement, toute une série de vieux schèmes politique qui tenait en suspicion l'idée démocratique et ses corrélats sur les droits de l'homme. D'une certaine façon les militaires font droit aux interrogations des syndicalistes et des hommes politiques, qui furent les victimes de leurs exactions, et n'hésitent pas à les reprendre à leur compte. La manière même par laquelle les militaires prennent le pouvoir marque là aussi très clairement quelles sont leurs intentions. Ils ne recourent pas une fois de plus à des élections truquées pour imposer leurs vues. Ils suspendent sans fard des élections que tout le monde sait frauduleuses et prétendent convoquer au plus vite à des élections générales, cette fois démocratiques. Le choix de leur tête de file, bientôt revêtu avec tout l'apparat consacré des insignes du chef de l'État, est là aussi révélateur d'une relation nouvelle à la démocratie. Rios Montt n'est pas un Général d'active, mais un officier en disponibilité, devenu membre de l'Église du Verbe depuis 1978. Et qui plus est, il fut aussi sans aucun doute le vainqueur des élections de 1974. À faire de lui le chef de l'État même provisoirement, les militaires renouent avec une manière de pratique

démocratique. Beaucoup voit dans ce choix le soucis de renouer avec des orientations écartées lors de la fraude électorale perpétrée en 1974. Cela fait du nouveau chef de L'État un homme au passé démocratique et non compromis avec les gouvernements Kjell Laugerud et Lucas Garcia. Si le putsch du 23 mars sera bien une épreuve de force d'une partie des officiers contre les proches de Lucas, par la suite s'instaure une manière de collégialité délibérante au sein de l'institution militaire comme en témoigne l'existence de la *Juntita*. Ce fut grâce à elle que Rios Montt fut proclamé Président et recevra l'écharpe présidentielle ; ce sera aussi face à elle qu'il prêtât serment. La *Juntita* incarne aussi une armée rénovée, celle des lieutenants et des capitaines qui combattent « la subversion » à la tête de leurs hommes et qui n'ont pas bénéficié des nombreuses prébendes liées aux multiples trafics des clans naguère au pouvoir. Cet organisme redonne une légitimité aux prétentions des militaires d'être un *poder moderator*.

Ce maniement de références tout à la fois composites et antagoniques n'est pas interprétable sous le seul registre de l'ajustement tactique le plus cynique⁵³, pas plus que l'on ne saurait évoquer une pure et simple conversion à la démocratie⁵⁴. Les deux choses sont indéniablement présentes dans la démarche militaire, mais elles se mêlent aussi à des représentations plus anciennes et à des manières de mimétisme avec les guérillas que les Forces armées entendent réduire à merci, comme avec certaines connivences avec des thématiques à la base des représentations pentecôtistes.

Le nouveau diagnostic sur les causes du chaos social que vit le pays tient nul doute aussi à l'imprégnation de « l'esprit du temps » comme à la reprise des thèses desarollistes à l'honneur dans les années 1960, et des propositions des syndicalistes et des politiques naguères pourchassés. La nouvelle rhétorique militaire fait aussi très directement écho aux propositions formulées par l'administration Reagan en février 1982, propositions qui sont une reprise de certaines propositions attentives aux droits de l'homme du gouvernement Carter, assorties d'un versant contre-insurrectionnel. Elle s'inspire aussi très évidemment de l'exemple des militaires salvadoriens, tout en prenant bien soin de faire cavalier seul. À la différence des artisans du coup d'État du 15 octobre à San Salvador, les militaires guatémaltèques ont agi seuls quelles qu'aient été leurs évidentes connexions avec l'ambassade des États-Unis. Ce sont eux qui font le diagnostic d'une situation de chaos qui risque de les emporter comme ont été balayés Somoza et la Garde nationale nicaraguayenne. Ce n'est pas l'Église catholique qui fait de tels diagnostics, du moins pas publiquement. On est donc fort loin des pastorales de Mgr Romero et de ses « obéissez-moi ! ». L'Église est ici comme en retrait de la scène publique. Si les alliés MLNistes des militaires s'inquiètent d'une possible victoire des guérillas, ils ne visent qu'à préserver leurs positions, ils

⁵³ C'est l'interprétation qui court tout au long du livre déjà cité de Schirmer.

⁵⁴ C'est là la thèse de Hector Rosada notamment dans sa thèse réalisée sous la direction de D. Kruijt.

n'ont pas de projets de réformes du pays. Ces derniers ne leur auront servi qu'à convaincre certains officiers qui étaient de leurs proches. Une fois au pouvoir, les militaires les écartent de tout poste de responsabilité. Ce qui reste des autres partis n'est même pas consulté. Les militaires entendent donc bien procéder à un *aggiornamiento*, qui leur paraît seul susceptible de garantir leur survie en tant qu'institution. Ils sont enfin persuadés que le ralliement à la démocratie est inévitable. Sans celui-ci ils se savent à terme condamner à disparaître. En cela leur abrogation de la constitution de 1965 comporte un bémol de taille. On maintient et l'on réaffirme solennellement la garantie des droits de l'homme. À faire ce geste, les militaires répondent aux accusations de « génocide » proférées à leur encontre, et reconnaissent implicitement l'existence de principe à la base de la vie en société auxquels on ne saurait se dérober, quelles que soient par ailleurs leurs manquements répétés à ces obligations.

Leur putsch rappelle qu'ils sont bien une manière de *primus inter pares* au sein du système des concurrents pour le pouvoir et il est dans la droite ligne de la logique de ce système de mettre frein à la volonté de puissance sans partage de certains clans militaires liés au Parti institutionnel démocratique et au Parti révolutionnaire. D'une certaine façon, ils renouent avec des pratiques qui furent les leurs lors de la révolution de 1944, mais cette fois-ci ils savent que leur survie en tant qu'institution passe par un retrait programmé de la scène politique, que le système des concurrents pour le pouvoir où les élections n'étaient qu'une ressource légitime parmi d'autre pour participer au gouvernement du pays a fait long feu. Ils se pensent d'une certaine façon comme les accoucheurs d'un monde nouveau. Ce faisant ils sont bien évidemment les héritiers du quatrième pouvoir théorisé par Bolivar, ce pouvoir *moderator* composé des vétérans des armées des guerres d'indépendances, organisé comme une véritable Chambre des pairs et chargé de rétablir l'ordre en temps de trouble. Leurs « thèses sur la stabilité nationale » et leurs plans quant aux futures relations entre le Pouvoir civil démocratiquement élu et les Forces armées sont parfaitement explicites à ce sujet⁵⁵. Mais ils se placent aussi dans une manière de rivalité mimétique avec les guérillas d'inspiration castriste et visent comme eux à la création du neuf. En effet, comme l'expliquent à maintes reprises de nombreux officiers supérieurs, leur stratégie contre-insurrectionnelle s'inspire des classiques de la guerre révolutionnaire, Giap et Mao, et de la lecture qu'en ont faite les militaires français à l'époque de la guerre d'Algérie, comme celles des britanniques et des nord-américains. Mais leur imprégnation de ces deux auteurs ne se réduit pas à la volonté d'« enlever l'eau au poisson (de la guérilla) ». Ils entendent aussi d'une certaine façon à la manière des guérillas jouer un rôle de creuset de la société nouvelle. Toute leur stratégie de

⁵⁵ Le livre déjà cité de S.Schirmer donne les indications les plus détaillées et les plus fiables à ce sujet.

réorganisation militaire, des communautés indiennes des hautes terres s'inspire de toute une série de schèmes où ils jouent le rôle d'un parti-État accoucheur d'un monde entièrement reconstruit sous le signe du progrès et d'une nouvelle rationalité. Ils ne se contentent pas de créer des images en miroir des FIL, les milices de la guérilla, en mettant en place les PAC, ils inventeront ainsi par la suite un indien nouveau au travers des pôles de développement. Toute l'importance dévolue aux travaux d'intelligences et de renseignement, comme aux réflexions géostratégiques sur le pays les installent là aussi dans une position de savoir et partant de maîtrise du social, là encore neuve. Par bien des traits leur action rappelle celle des militaires péruviens en 1971, et la remarque de François Bourricaud à leur propos⁵⁶ s'applique parfaitement à leurs homologues guatémaltèques. Les uns et les autres se pensent comme « la classe universelle ».

Il est enfin un autre biais par lequel les militaires entendent créer du neuf et délivrer le social de ses contradictions et plus particulièrement mettre fin au chaos, le recours aux schèmes du pentecôtisme. De ce point de vue, le choix d'une tête de file membre de l'Église du Verbe, le Général Rios Montt, n'a rien d'ornemental. Comme le remarque le Général Gramajo, les prêches hebdomadaires du nouveau Chef de l'État, « firent office de campagne psychologique et morale (...) et jouèrent un rôle clé pour gagner l'adhésion de certains secteurs urbains » ; il précise aussi que parallèlement le Comité de reconstruction nationale, et les services d'actions civiles de l'armée remplirent des tâches semblables dans les zones rurales⁵⁷. Ces prêches hebdomadaires sont tout à la fois un appel à la lutte contre la corruption et au changement : « je ne vole pas, je ne mens pas, je n'abuse pas. J'ai promis de changer ». Ils sont aussi un rappel de sa mission divine, Rios Montt est « un envoyé de Dieu », devenu Président « non pas avec des balles, ni avec des votes, mais avec la main de Dieu »⁵⁸. La lutte contre la guérilla et celle contre la corruption, les deux principales tâches du gouvernement, sont conçues comme une croisade contre Satan. Mieux il est implicitement entendu que la participation à cette croisade vous lave de tous vos péchés passés. Que l'on pense aux déclarations des militaires contre la corruption et à certaines de leurs actions contre celle-ci. Toutes visent nommément les politiciens civils autrefois alliés aux militaires ; les militaires démis de leurs fonctions le sont sans que cela s'accompagne de campagne d'épuration rendue publique. Ils sont au pire démis de leurs fonctions et plus souvent déplacés ou envoyés en

⁵⁶ Cf. sur ceux-ci l'article de François Bourricaud, « ?Los militares porque y para que ? » in Louis Mercier Vega, *Fuerzas Armadas Poder Y Cambio*, Caracas, 1971 ; et le livre de A. Stepan, *The State and Society, Peru in Comparative Perspective*, Princeton University Press, 1978.

⁵⁷ Cf. op. cité p.199.

⁵⁸ Rapportées à foison dans la presse guatémaltèque de l'époque, ces expressions sont analysées par Jesus Garcia Ruiz dont les analyses sont reprises et discutées par Sylvie Pédrón Colombani, *Le Pentecôtisme au Guatemala*, Paris CNRS-Éditions, 1998. On les trouve aussi citées par Yvon Le Bot, op. cité p.210-219.

poste à l'étranger . L'armée et le haut commandement, de fait réorganisés et pour une part épurés, ne le seront jamais officiellement. On parle d'erreurs individuelles mais en rien d'actes entraînant une culpabilité collective affectant l'institution, comme dans le cas du corps des détectives, ou certains de ses organes. Tout se passe au contraire comme si au travers de ce coup d'État et de ces réaménagements, l'armée se lavait de tous ses crimes passés un peu à la façon dont le *reborn christian* se détache de ses péchés passés. Elle se trouve du coup blanchie de toutes les accusations de « crimes de guerre » portée contre elle. Mieux l'image et l'efficace de cette magie purificatrice paraît s'appliquer aussi à la guerre qu'elle mène sous la direction de « frère Efrain » contre la corruption et la subversion. Là encore la participation à cette croisade, à la lutte contre les manifestations du démon, vous absous de tout péché commis dans la lutte contre le malin. Au-delà, de l'adhésion formelle aux schèmes pentecôtistes, qui comme le remarquent Luis Samandu et Sylvie Pedron Colombani permet à bon compte de « donner sens à l'expérience déstabilisante des conflits politico-militaires », on constate bel et bien une laïcisation de ces schèmes et leur prégnance dans la sphère politique.

L'éviction en août 1983 de Rios Montt et son remplacement à la tête de L'État par le Ministre de la Défense, le Général Mejia Victores, va lever toute ambiguïté sur la volonté des militaires de désormais laisser le pouvoir à des représentants élus au terme d'élections libres. Ce nouvel agencement va venir confirmer les orientations apparues dix-sept mois plus tôt. Les militaires entendent en effet se débarrasser d'un Président qui oscille entre deux prétentions toutes deux inacceptables à leurs yeux. Sa volonté de terminer un mandat de quatre ans pour lequel il a été élu en 1974 tout comme le fait de repousser l'organisation de l'élection d'une assemblée constituante leurs semblent l'une comme l'autre autant de manquement aux règles démocratiques qu'ils entendent instaurer. À faire ce choix Rios Montt paraît renouer avec ces prédécesseurs frauduleusement élus. Par ailleurs, de par sa manière de gouverner en apparaissant tout autant comme un membre de l'Église du verbe et que comme le représentant des militaires, Rios Montt déroge une fois de plus à l'image que l'armée entend donner d'elle même : garante de la stabilité du pays, elle se doit d'être au-dessus des factions. Son éviction et le cours pris par les événements vont confirmer les orientations prises auparavant.

Les militaires sont bien en charge d'instituer un monde nouveau qui sera dorénavant régi par des institutions démocratiques. L'État d'urgence est d'ailleurs supprimé, comme les tribunaux spéciaux dont l'existence n'a pas peu contribué *in fine* à dégrader l'image du pays. En mars 1983, le Chef de l'État démis avait en effet refusé d'accéder aux demandes de grâce présentées par le Pape Jean Paul II lors de sa visite au Guatemala, pis il avait ordonné leur exécution à la veille de son arrivée. Parallèlement les militaires

instituent aussi un Tribunal suprême électoral indépendant qui sera désormais coupé de la Présidence de la République qui pouvait autrefois « organiser » les élections à sa guise. De même annoncent-ils la prochaine élection d'une Constituante. Remparts de l'ordre social, ils restent néanmoins en charge de la réorganisation des zones autrefois acquises aux guérilleros, au travers du maintien des PAC comme des réorganisations des communautés au travers de pôles de développement.

Les conditions et les principes au nom desquels les militaires prétendent instaurer la démocratie et pratiqueront de fait une ouverture démocratique sont pour le moins contradictoires. Ils entendent certes en finir avec des pratiques où la puissance de leurs armes comme leur traditionnel rôle de rempart contre le chaos social leur conféraient un rôle d'épine dorsale du système politique. Il n'était pas de gouvernement où l'un des leurs n'occupe la Présidence de la République. Alors qu'ils avaient fait de la « doctrine de la sécurité nationale » l'alpha et l'omega de leurs politiques, qu'ils s'étaient systématiquement refusé à une intégration de nouveaux acteurs socio-politiques dans le jeu des concurrents pour le pouvoir, ils entendent désormais organiser des élections libres pour désigner tant le Président de la République que les députés siégeant à l'Assemblée. C'est dire qu'ils ont peu ou prou repris les options de ceux qu'ils ont pourchassé et persécuté des années, les sociaux-démocrates, les chrétiens-démocrates et les syndicalistes de la CNUS, en qui ils voyaient les fourriers de la « subversion ». Ils ont aussi intégré à leur nouvelle rhétorique toute une vulgate inspirée de la théorie de la dépendance associant de manière quasi fonctionnelle pauvreté, mouvements sociaux et guérillas. Ces dires et ces manières de faire nouvelles n'en sont pas moins en parfaite continuité avec leur credo dans leur *poder moderator*. Ils procèdent seuls à cet *aggiornamento*. On n'assiste en effet à aucune discussion publique avec d'autres parties prenantes du système des concurrents pour le pouvoir. La démocratie et les droits de l'homme sont certes valorisés en eux-mêmes. Mais une telle mise à l'honneur ne s'est nullement accompagnée de quelconques consultations avec des tiers. Si la « thèse sur la stabilité nationale » tourne le dos à la « doctrine de la sécurité nationale », l'armée reste néanmoins la colonne dorsale de cette marche à la démocratie et à la restauration de l'image du pays sur la scène internationale. Les militaires continuent de se penser comme une entité garante de la stabilité et qui au nom de celle-ci jugent que le moment est venu de construire la démocratie.

Cette capacité d'octroyer la démocratie va avec le pouvoir d'écarter certains groupes politiques comme de leur faire une guerre sans merci. Les guérilleros restent des ennemis auxquels on offre brièvement une possibilité de reddition qui de toute façon passe par leur incorporation aux Patrouilles d'autodéfense civile (PAC) et par une future participation à la guerre sans merci, qu'ils entendent livrer à tous ceux qui refusent ces modalités de « la

réconciliation nationale ». De même dans les hautes terres, les structures socio-politiques et militaires organisées par les militaires au nom de la lutte contre-insurrectionnelle, les PAC et les « pôles de développement », sont pour le moins autoritaires et de toute façon aux antipodes d'un quelconque respect des droits de l'homme. Il s'agit au contraire d'une manière de terreur institutionnalisée assortie de tout un ignoble système de prébendes pour les plus proches collaborateurs des militaires et dans bien des cas des militaires eux-mêmes⁵⁹.

Nul doute que l'Église catholique ait perdu ce rôle éminent qui était le sien de clé de voûte de l'ordre social. Comme en témoignent les exécutions réalisées à la veille de la visite de Jean Paul II, ce malgré ses demandes de grâce, les militaires se sont affranchis de l'autorité spirituelle de l'Église. Et si dans leurs rangs des voix s'élèvent ouvertement contre cette décision, c'est en fonctions de considérations tactiques, d'aucune façon au nom de principes moraux. Cet affranchissement vis-à-vis de la tutelle morale de l'Église catholique n'en passe pas moins par l'acceptation de schèmes théologico-politiques marqués du sceau du christianisme. Le moment de la guerre à outrance contre les guérillas est conçu selon le schéma d'une croisade contre le Malin, où le sacré de la mission dévolue à l'armée l'absout de tous ses crimes. Enfin la réconciliation nationale, qu'appellent de leurs vœux les militaires, use abondamment d'une façon certes laïcisée, de la magie du rituel de la conversion en usage dans les Églises évangéliques. Les convertis sont des *reborn christians* lavés de tous leurs péchés passés ; tout comme au lendemain du putsch du 23 mars 1982, les guatémaltèques civils et militaires, qui acceptent la nouvelle donne n'ont plus de compte à rendre sur leurs actions passées. Comme l'a finement observé Sylvie Pedron Colombani, le pentecôtisme est bien un révélateur du nouveau paysage politique⁶⁰.

⁵⁹ On trouvera une remarquable description de ces phénomènes dans les récits de vie recueillis et publiés par Matilde Gonzalez comme dans sa monographie sur San Bartolomé, *Se Cambio el tiempo, Conflicto y Poder en Territorio K'iche' 1880 1996'*, deux volumes, Avancso, Ciudad Guatemala, 2001.

⁶⁰ Cf. op. cité.

Anexo

Introduction 3

CHAPITRE 1 :

Guatemala, Nicaragua, Salvador a la Veille Des Annees 60	24
I. - TERRITOIRES FRAGMENTES ET UNIFICATIONS NATIONALES PRECAIRES	25
A. - Guatemala : enclavement des zones indigènes et inexistence d'une communauté nationale	28
B. - Nicaragua : une myriade de sous-cultures rivales	35
C. - Salvador : une intégration sur fond d'exclusion	43
II. - DES SOCIETES DOMINEES PAR LES SECTEURS AGRO-EXPORTATEURS	48
III. - EMERGENCE DE NOUVELLES COUCHES SOCIALES ET APPARITION DE L'ETAT MODERNISATEUR	54
IV. - ESPACE POLITIQUE ET SPHERE IDEOLOGIQUE	62
V. - UNE SCENE POLITICO-IDEOLOGIQUE EN PLEIN REMANIEMENT	75
CHAPITRE 2 : Modernisations et Tensions (1960 - 1978)	89
I. - MODERNISATIONS PAR "EN HAUT"	93
A. - L'appel à la modernisation	95
B. - Les actions modernisatrices des Etats	102
C. - L'élargissement du système des concurrents pour le pouvoir	115
D. - La croissance économique	121
II. - MOBILISATIONS	124
A. - Les transformations du monde rural	125
B. - Industrialisation, urbanisation et modernisation	138
C. - Des contextes propices aux mobilisations	153

CHAPITRE 3 : Mises en Place et Inventions des Affrontements Armes

ET DES GUERRES CIVILES	171
CHAPITRE 4 : Nicaragua : Guerre Civile et Revolution	190
I. - DES PREMIERS AFFRONTLEMENTS A L'ENTREE EN GUERRE (1977-1978)	190
A. - Fragilisation du pouvoir somoziste	190
B. - De l'assassinat de Pedro Joaquin Chamorro : lutte contre Somoza, lutte contre la barbarie	197
C. - La prise d'otages du palais national : de la condamnation de Somoza à la montée en puissance du front	206
D. - Septembre-décembre 1978 : Consentement des deux parties au combat et la mise au ban de Somoza	210
II. - LA BATAILLE FINALE	222
A. - Janvier- juillet 1979 : vers la défaite de Somoza	224
B. - l'opposition anti-somoziste entre coopération et concurrence	230
III. - LA RÉVOLUTION DU 19 JUILLET 1979	240
A. - La mise en place de la junte de gouvernement de reconstruction nationale comme renouveau d'idéaux et de pratiques anciennes	241
B. - Entre christianisme et sandinisme	251
CHRONOLOGIE NICARAGUA	279
CHAPITRE V : Salvador : du chaos au magistere moral de l'église. Vers un reamenagement du systeme des concurrents pour le pouvoir	293
I. - DE LA FRAGILISATION DU POUVOIR A LA MISE EN CAUSE DE L'ORDRE SOCIAL (1977)	293
A. - Un nouveau contexte	293
B. - Une nouvelle lecture des événements	298
C. - Le magistère moral de l'Eglise	300
D. - De la diffusion du message évangélique	308

II. - LA MISE EN PLACE D'UNE MEDIATION	313
A. - Le nouveau rôle de Mgr Romero	313
B. - Repositionnements des acteurs	316
C. - Les répercussions des événements nicaraguayens	322
III. - LE PUTSCH DU 15 OCTOBRE 1979	325
A. - La proclamation des militaires	326
B. - Face au coup d'Etat	333
C. - Réaménagements tactiques et renouveau de la culture politique	338
CHRONOLOGIE SALVADOR	346

Bibliographie

Aguilera Peralta Gabriel, "La guerre cachée", *Les Temps modernes*, n° 517-518, p.101-129, Paris, 1989.

Alvarez Aragon Virgilio, *Conventos, Aulas y Trincheras*, deux volumes, Flacso, Guatemala, 2002.

Amaro Nelson, ed, *El reto del desarrollo en Guatemala*, Ciudad Guatemala, Editorial Financiera Guatemala, 1970.

Andersen Nicolas, *Guatemala, Escuela Revolucionaria de Nuevos Hombres*, Mexico, Editorial Nuestro Tiempo, 1982.

Arnauld Jacques , Breton Alain, ed, *Mayas: la passion des ancêtres, le désir de durer*, Paris, Autrement série monde, 1991.

Asociacion de Investigacion y Estudios Sociales(ASIES), Guatemala, *Mas de 100 anos del movimiento obrero de Guatemala*, Tome III, *Reorganizacion, Auge y Desarticulacion del Movimiento Sindical (1954-1982)*, Guatemala, s.d.

Bardini Roberto, *Belice historia de una nacion en movimiento*, Editorial Universitaria, Tegucigalpa- Honduras 1978.

Beltranena Falla Francisco Fernando, *Guatemala: Pretorianismo y Democracia Estrategica*, Ciudad Guatemala, Universidad Francisco Marroquin, Instituto de Estudios Politicos, 1992.

Berryman Philip, *Christians in Guatemala's struggle*, Londres, CIIR, 1984.

Breton Alain, "El 'complejo ajaw' y el 'complejo mam', actores rituales y heroes miticos entre los quiche-achi de rabinal Baja Verapaz, Guatemala, Campeche, Secundo Coloquio Internacional de Mayistas, 17-22 de agosto de 1987.

Buhrer Jean-Claude, Levenson Claude, *Le Guatemala et ses populations*, Bruxelles, Editions Complexe, 1980.

Burgos Elisabeth, *Moi, Rigoberta Menchu: Une vie et une voix, la révolution guatemaltèque*; Paris, N.R.F. Gallimard, 1983.

Carmack Robert M.(editor), *Harvest of Violence. The Maya Indians and the Guatemalan Crisis*, University of Oklahoma Press, 1988.

Cambranes J.C., ed, *500 Anos de Lucha por la Tierra: Estudios sobre propiedad rural y reforma agraria en Guatemala*, vol 1 425p. et vol 2 375p., Ciudad Guatemala, FLACSO Guatemala, 1992.

Cardona Rokaël, *Cooperativismo y modernizacion agricola en Guatemala 1945-1975*, San José, Thèse de Licence en Sociologie, UCR, 1977.

Cardoza y Aragon Luis, *Guatemala: las lineas de su mano*, Mexico, Fondo de Cultura Economica, 1955.

Casaus Arzu Maria, *Guatemala: Linaje y racismo*; San José, FLACSO, 1992.

Centro Internacional Para Investigaciones en Derechos Humanos et Grupo de Apoyo Mutuo, *Quitar el agua al pez, Analisis del terror.en tres comunidades rurales de Guatemala (1981-1984)*, Guatemala, 1996.

Colby Benjamin N., Van den Berghe Pierre L., *Ixiles y Ladinos, El pluralismo social en el altiplano de Guatemala* traduit de l'anglais, Ciudad Guatemala, Seminario de Integracion Social Guatemalteca; publication n° 37, 1977.

Dardon Rodas Jorge Efrain *El Ejercito de Guatemala durante el periodo presidencial de Fernando Romeo Lucas Garcia*, dactylographié, Ciudad Guatemala, document de travail INIAP, 24 pages, 1992c.

Dardon Rodas Jorge Efrain *Los militares durante el periodo del Gral Kjell Eugenio Laugerud 1974-1978*, dactylographié, Ciudad Guatemala, document de travail INIAP, 34 pages, 1992b.

Dardon Rodas Jorge Efrain, *Los militares durante el periodo del Gral Carlos Arana Osorio 1970-1974*, dactylographié, 22pages, Ciudad Guatemala, document de travail INIAP, 1992a.

Debray Régis, Ramirez Ricardo, "Guatemala", *Les épreuves du feu, la critique des armes*, Paris, Le Seuil, 1974.

Demyk Michel, "Ambitions militaires et esprit oligarchiques", *Annales des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes*, 4, 4° trimestre, IEP d'Aix en Provence, Presses Universitaires d'Aix Marseille, 1983.

Demyk Noëlle, "Aspects de l'économie guatemalteque", *Problèmes d'Amérique latine*, XLIII, Paris, La Documentation française, 1977.

Diocesis del Quiche, *El Quiche : el pueblo y su Igesia*, Santa Cruz del Quiché, Guatemala, 1994.

Equipo de Antropologia Forense de Guatemala, *Las Masacres en Rabinal*, Guatemala, 1995 ; Falla Ricardo, *Masacres de la selva Ixcán Guatemala (1975-1982)*, Editorial Universitaria, Guatemala, 1992.

Gleijeses Piero, *Guatemala: The Struggle for Democracy*, Cork, Ireland University College, 1986.

Gleijeses Piero, *Politics and Culture in Guatemala.*, AnnArbor, Center for Political Studies, University of Michigan, 1988.

Gleijeses Piero, *Shattered Hope, The Guatemalan Revolution and the United State, 1944-1954*;, Princeton, Princeton University Press, 1991.

Gonzalez Matilde, *Se Cambio el tiempo, Conflicto y Poder en Territorio K'iche 1880 1996'*, deux volumes, Avancso, Ciudad Guatemala, 2001.

Gramajo Morales Hector Alejandro, *De la guerra a la guerra, La dificil transicion politica en Guatemala*, Fondo de Cultura Editorial, Guatemala, 1995.

Guatemala Memoria del Silencio, Informe de la Comision de Esclarecimiento Historico, onze volumes, Guatemala, 1999.

Guatemala Nunca Mas, Informe de la Oficina de Derechos Humanos del Arzobispado de Guatemala, quatre volumes, 1998.

Guzman Bockler Carlos, *Donde enmudecen las conciencias, Crepusculo y Aurora en Guatemala* 1ère ed Mexico 1986, Barcelone, Grups de Suport als Pobles Indis, 1991.

Handy Jim , "Resurgent Democracy and the Guatemalan Military", *Journal of Latin American Studies*, vol 18, n°2, p383-408, 1986.

Handy Jim " Resurgent Democracy and the Guatemalan Military"; *Journal of Latin American Studies*, vol.18, p.383-408, 1986.

Handy Jim "A Sea of Indians: Ethnic Conflict and the Guatemalan Revolution, 1944-1952", *The Americas*; Oct.1989; p.189-204, La Antigua, 1989.

Handy Jim, "The most Precious Fruit of the Revolution': The Guatemalan Agrarian Reform: 1952-1954"*H.ispanic American Historical Review* , n°68, p. 675-705, 1988.

Handy Jim, "The Guatemalan Revolution and The Civil Rights". *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies*, Toronto, vol.10, n°19: 3-21,1985.

Handy Jim, *Gift of the Devil: A History of Guatemala*, Toronto, Between the Lines Press, 1984.

Handy Jim, *Revolution in the Countryside, Rural Conflict & Agrarian Reform in Guatemala 1944-1954*, Chapel Hill and London, The University of North Carolina Press, 1994.

Hunter Krohn Lita, « Belice ante Mexico y Guatemala » in Francesca Gargallo et Adalberto Santana, *Belice : sus fronteras y su destino*,UNAM, Mexico, 1993.

Le Bot Yvon, "Guatemala:luttés sociales sur horizon de guerre1973 -1982", *Problèmes d'Amérique latine*, n°67, 1er trimestre, p93-112, Paris, La documentation française,1983.

Le Bot Yvon, "L'enjeu guatemaltèque", *Hérodote*, n°27, p57-79, Paris, La découverte,1982.

Le Bot Yvon, "Le mouvement indien au Guatemala à l'assault du pouvoir municipal", p497-506, Revel- Mouroz Jean, ed,*Pouvoir local, régionalismes, décentralisation*, Paris, IHEAL, 1989.

Le Bot Yvon, "Guatemala: del'«éternelle tyrannie» à un présent démocratique?", *Problèmes d'Amérique latine*, n°2, nouvelle série, p.41-56, la documentation française, 1991.

Le Bot Yvon, *La Guerre en terre maya, communauté, violence et modernité au Guatemala 1970-1992*; Editions Karthala,1992.

Lujan Munoz Jorge, *Breve Historia Contemporanea de Guatemala*, Mexico, Fondo de Cultura Economica , 1998.

Lujan Munoz Jorge , (sous la direction de) *Historia General de Guatemala*, Guatemala, Asociacion Amigos del Pais, six volumes, 1994-1996.

Macias Julio César, *La Guerilla fue mi camino, Epitafio para Cesar Montes*, Guatemala, Editorial Piedra Santa, 1997.

Maloney Thomas J., "El impacto social del esquema de desarrollo de la franja transversal del norte; Sobre los maya-kekchi en Guatemala", *Estudios Sociales Centroamericanos*, n°29, p.91-106, San José, 1981.

Mc Creery David, "hegemonia y represion en la Guatemala rural, 1871-1940", *Revista de Historia*, n°21-22, p.37-68, San José, 1990.

Montejo Victor, *Testimonio : muerte de una comunidad indigena en Guatemala*, Editorial Universitaria, Guatemala, 1993.

Payeras Mario, *Los dias de la selva*, Mexico, Escuela Nacional de Antropologia, 1981.

Payeras Mario, *El trueno en la ciudad, episodios de la lucha armada urbana de 1981 en Guatemala*, Mexico, Juan Pablos Editor, 1988.

Payeras Mario, *los Fusiles de Octubre*, Mexico, Juan Pablos Editor, 1991.

Poitevin René, "La Iglesia y la democracia en Guatemala", in *Estado, Democratizacion y Desarrollo en Centroamerica y Panama*, Asociacion Centroamericana de Sociologia, Guatemala, 1989.

Poitevin René, *El Proceso de Industrializacion en Guatemala*, San José de Costa Rica, EDUCA, 1977.

Pédrón Colombani Sylvie, *Le Pentecôtisme au Guatemala*, Paris CNRS-Éditions, 1998

Rudel Christian, *Guatemala terrorisme d'Etat*, Paris, Karthala, 1981.

Rosada Hector, *Soldados en el Poder, Proyecto Militar en Guatemala 1944-1990*, Thela Latin America Series, Utrech, Pays Bas, 1999.

Schirmer Jennifer, *Las intimidaciones del proyecto politico de los militares en Guatemala*, Flacso Guatemala, 1999.

Sierra Pop Oscar Rolando, "Iglesia y conflicto social en Guatemala", *Estudios Sociales Centroamericanos*, n°33, p.59-91, San José, 1982.

Smith Carol, "Transitions économiques et sociales au Guatemala occidental", *Les Temps Modernes*, n°517-518, p59-100, Paris 1989.

Smith Carol, (ed), *Guatemalan Indians and the State: 1540 to 1988*; Austin, University of Texas Press, 1990.

Stoll David, *Between Two Armies in the Ixil Towns of Guatemala*, Columbia University Press, New York, 1993.